

ETAT ET POLITIQUE DANS LE MONDE ARABE CONTEMPORAIN

I. L'ETAT AUTOCRATIQUE FACE AU DEFI DE LA MODERNITE

1. Aristote disait que l'homme (on devrait dire aujourd'hui l'être humain) est un animal politique. C'est dire que la société est le lieu d'options de statut politique, situées en amont de toutes les règles et principes de sa gestion. L'identification politique de la nature des défis auxquelles les sociétés sont confrontées à chaque moment de leur histoire, et celle des options qui leur sont offertes est donc un préalable incontournable à toute analyse de la réalité. Etant entendu que derrière chacune des options possibles il y a des intérêts réels de classes, de groupes sociaux, de nations dont les contradictions constituent le fondement.

Le discours dominant à la mode s'emploie à tenter de substituer à l'analyse des conflits politiques et des luttes sociales le langage des options prétendues « rationnelles » et par là même forcément « consensuelles » concernant la « gestion » sociale. Le post modernisme a ainsi substitué au langage clair des luttes sociales celui du discours sur les « mouvements » sociaux. Substitution de termes qui n'est en aucune manière neutre, parce qu'elle suppose que la société est déjà réconciliée avec elle-même et que les « mouvements » en question en impriment un mouvement inexorable – implicitement vers le meilleur des mondes. L'explosion de ce qu'on appelle les initiatives décentralisées des organisations de la vie associative – mouvements de femmes, mouvements écologistes, organisations dites non gouvernementales de toutes natures – serait l'expression de ce changement qualitatif dans la vie politique « post moderne ».

Accompagnant le retour en force de la dictature brutale du capital, face à des adversaires momentanément affaiblis, ce discours perd chaque jour un peu plus de la crédibilité passagère dont il a pu bénéficier. Car ce déséquilibre en faveur du capital, loin de fonder un consensus paisible, appelle à la remontée des luttes sociales, condition de toute modification des rapports de force capable de réorienter le mouvement de la société vers plus de justice, de démocratie et d'efficacité.

Ces luttes ne se déploient pas dans un vide politique et économique. Elles se développent dans et, en partie au moins, contre les pouvoirs doubles de l'Etat contemporain et du capital dominant, c'est à dire contre les pratiques de l'Etat gestionnaire et contre le libéralisme économique mondialisé qui définit le cadre des options du capital dominant et de l'Etat à son service.

Au départ donc la critique des pratiques de l'Etat en question, puis l'analyse des formes d'organisation des luttes politiques et sociales, de leurs visions stratégiques (ou de leur absence).

2. Il n'y a pas d'Etat démocratique dans le monde arabe. Il n'y a que des Etats autocratiques. Jugement dur sans doute, mais correct pour l'essentiel, même si nous nous attacherons plus loin à identifier les failles par lesquelles les luttes politiques et sociales peuvent amorcer la transformation de cette réalité.

Cette autocratie générale prend certes des formes diverses. Il ne serait pas difficile de mettre des noms connus de tous correspondant à l'identification de chacune de ces formes de l'autocratie commune. Le sort des peuples arabes se trouve, ou s'est trouvé, dépendre ici des humeurs d'un général assassin de tempérament, là d'un policier subalterne spécialisé dans la torture, ailleurs d'un monarque constructeur de prisons à oubliettes où le jour ne pénètre jamais, d'un chef d'une pyramide tribale ou d'un fou de Dieu. Moins négatif, l'Etat arabe a parfois été dirigé par un despote éclairé au sens vrai du terme ou par un héritier débonnaire, plus ou moins tolérant de ce fait. Le Liban, qui paraît constituer une exception par le fait que les élections y sont tenues à dates régulières et que les Présidents changent effectivement tous les quatre ans, n'en est une qu'en partie. Car s'il est vrai que la phrase disant que « les élections ne sont pas dénuées d'un quelconque intérêt » conserve ici un sens, il n'en est ainsi que parce que dans les faits les responsables politiques qui se succèdent se ressemblent si fort que leur différence ne fait pas de poids.

Bien qu'autocratiques les régimes politiques arabes n'ont pas toujours été ou ne sont pas toujours sans légitimité aux yeux de leurs propres sociétés. Pouvoirs d'Etat toujours synonymes de pouvoirs personnels selon Hashem Sharaby, par opposition au pouvoir de la loi définissant l'Etat moderne. Diagnostic descriptif à la Weber à nuancer dans la mesure où les pouvoirs personnels (ou personnalisés) en question ne sont légitimes que dans la mesure où ils se proclament respectueux de la tradition (et notamment de la Charia religieuse) et sont vus comme tels. Plus en profondeur la relation que Sharaby établit entre l'autocratie et le caractère « patriarcal » du système des valeurs sociales. Entendant ici par patriarcat beaucoup plus que ce qu'on met comme sens dans le terme banal vulgarisé de « machisme » (affirmation et pratique de la marginalisation des femmes dans la société). Le patriarcat en question est un système valorisant à tous les niveaux le devoir d'obéissance : éducation scolaire et familiale tuant dans l'œuf toute velléité critique, sacralisation des hiérarchies dans la famille (subordonnant femmes et enfants bien entendu), dans l'entreprise (subordonnant l'employé à l'employeur), dans l'administration (soumission absolue au chef hiérarchique), interdit absolu concernant l'interprétation religieuse etc.

Ce constat – qui me paraît indiscutable – rejoint les conclusions que j'ai tirées à partir de la définition de la modernité que j'ai proposée et du défi qu'elle constitue (voir en annexe « *Les Défis de la modernité* »).

La modernité est fondée sur le principe que les êtres humains, individuellement et collectivement font leur histoire et que pour le faire ils ont le droit d'innover, de ne pas respecter la tradition. Proclamer ce principe c'était opérer une rupture avec le principe fondamental qui régissait toutes les sociétés pré-modernes, y compris bien entendu celle de l'Europe féodale et chrétienne. La modernité est née avec cette proclamation. Il ne s'agissait pas d'une re-naissance, mais d'une naissance tout court. La qualification de Renaissance que les Européens eux mêmes ont donné à ce moment de l'histoire est donc trompeuse. Elle est le

produit d'une construction idéologique selon laquelle l'Antiquité gréco-romaine aurait connu le principe de modernité, enseveli pendant le « Moyen Age » (entre la modernité antique et la nouvelle modernité) par l'obscurantisme religieux. Perception mythique de l'Antiquité qui fonde à son tour l'eurocentrisme, par lequel l'Europe prétend hériter de son passé, « retourner à ses sources » (d'où Re-naissance), alors qu'en fait elle opère une rupture avec sa propre histoire.

La Renaissance européenne était le produit d'une dynamique sociale interne, la solution apportée aux contradictions propres à l'Europe de l'époque par l'invention du capitalisme. Par contre ce que les Arabes ont appelé, par imitation, leur Renaissance – la Nahda du XIXe siècle – ne l'était pas. Elle était la réaction à un choc externe. L'Europe que la modernité avait rendu puissante et conquérante exerçait sur le monde arabe un effet ambigu, à la fois d'attraction (admiration) et de répulsion (par l'arrogance de sa conquête). La Re-naissance arabe prend son qualificatif au pied de la lettre. Elle pense que si, comme les Européens l'auraient fait (c'est ce qu'ils disent eux mêmes), les Arabes « retournaient » à leurs sources, un moment avilies, ils retrouveraient leur grandeur. La Nahda ne sait pas en quoi consiste la modernité qui fait la puissance de l'Europe.

Ce n'est pas ici le lieu de revenir sur les différents aspects et moments du déploiement de la Nahda. Je me contenterai de dire brièvement que la Nahda n'opère pas les ruptures nécessaires avec la tradition qui définissent la modernité. La Nahda ne saisit pas ce que signifie la laïcité, c'est à dire la séparation entre la religion et la politique, condition pour que la politique devienne le domaine de l'innovation libre, donc de la démocratie au sens moderne. La Nahda croit pouvoir lui substituer une relecture de la religion purgée de ses dérives obscurantistes. Et jusqu'à ce jour les sociétés arabes sont mal équipées pour comprendre que la laïcité n'est pas une « spécificité » occidentale, mais une exigence de la modernité. La Nahda ne comprend pas ce que signifie la démocratie, entendue justement comme le droit de rompre avec la tradition. Elle reste donc prisonnière des concepts de l'Etat autocratique ; elle appelle de ses vœux un despote « juste » (al moustabid al adel) – pas même « éclairé ». Et la nuance est significative. La Nahda ne comprend pas que la modernité produit également l'aspiration des femmes à leur libération, exerçant par là même leur droit d'innover, de rompre avec la tradition. La Nahda réduit en définitive la modernité à l'apparence immédiate de ce qu'elle produit : le progrès technique. Cette présentation volontairement sur-simplifiée ne signifie pas que son auteur ignore les contradictions qui se sont exprimées dans la Nahda, ni que certains penseurs d'avant garde aient eu conscience des défis réels de la modernité, comme Kassem Amin en ce qui concerne l'importance de la libération des femmes, Ali Abdel Razek de celle de la laïcité, Kawakibi du défi démocratique. Mais aucune de ces percées n'a été suivi d'effets ; au contraire la société arabe a réagi en renonçant à poursuivre dans les voies indiquées. La Nahda n'est donc pas le moment de la naissance de la modernité en terre arabe, elle est celui de son avortement.

3. Parce que les sociétés arabes ne sont pas encore entrées dans la modernité, bien qu'elles en subissent de plein fouet le défi quotidien, les peuples arabes acceptent encore largement ces principes du pouvoir autocratique. Celui-ci tient sa légitimité ou la perd sur d'autres terrains que sa non reconnaissance du principe de la démocratie. S'il est capable de résister à l'agression impérialiste – ou d'en donner l'impression - , s'il est capable d'offrir une amélioration visible des conditions matérielles de vie de beaucoup sinon de tous, le pouvoir autocratique – devenu despotique éclairé – bénéficie d'une popularité qui lui est garantie. C'est aussi parce que les sociétés arabes ne sont pas entrées dans la modernité que le refus

rhétorique brutal de celle-ci, affiché comme thème idéologique exclusif placé au centre du projet islamiste peut trouver un écho favorable aussi puissant qu'on le sait (voir plus loin : l'islam politique).

Au delà de ce principe de non-modernité, le pouvoir autocratique tient donc sa légitimité de la tradition. Il peut s'agir dans certains cas d'une tradition de monarchie nationale et religieuse comme au Maroc (et il est caractéristique sur ce plan qu'aucun parti politique marocain ne remette en question la devise parlante de cette monarchie – Allah, la nation, le Roi), ou d'une monarchie tribale comme dans la péninsule arabique. Mais il existe une autre forme de tradition, qui est celle héritée de l'Empire ottoman, dominant de l'Algérie à l'Irak, donc sur l'espace majeur du monde arabe, que je qualifie de tradition de « pouvoir des mamelouks ».

De quoi s'agit-il ? D'un système complexe associant le pouvoir personnalisé d'hommes de guerre (plus ou moins hiérarchisé et centralisé ou au contraire éparpillé), d'hommes du commerce et d'hommes de religion. Je dis bien hommes, les femmes étant exclues d'évidence de tout exercice de responsabilités quelconques. Les trois dimensions de cette organisation ne sont pas simplement juxtaposées ; elles sont véritablement fusionnées dans une seule réalité du pouvoir.

Les mamelouks sont des hommes de guerre qui tirent leur légitimité d'une certaine conception de l'Islam qui place l'accent sur le contraste Dar El Salam (monde musulman – monde soumis aux règles d'une gestion pacifique) / Dar El Harb (monde extra musulman, lieu de poursuite de la Jihad, « guerre sainte »). Ce n'est pas un hasard si ce concept militaire de la gestion politique ait été forgé par les conquérants turcs seldjoukides puis ottomans, s'auto qualifiant de « Ghazi », c'est à dire de conquérants et de colonisateurs qu'ils furent de l'Anatolie byzantine. Ce n'est pas un hasard si le système des mamelouks ait été construit à partir de l'époque de Salah El Dine, libérateur des terres occupées jusqu'alors par les Croisés. Salah El Dine est toujours évoqué avec admiration respectueuse par les pouvoirs populistes et nationalistes contemporains, sans que les ravages du système à l'origine duquel il se situe ne soient jamais considérés, même effleurés. A la sortie des Croisades le monde arabe (devenu turco-arabe) entre dans un processus de féodalisation militaire et de repli sur lui même, qui a été une régression mettant un terme à la civilisation brillante des premiers siècles du Khalifat, alors même que l'Europe amorce sa sortie du féodalisme, s'appêtant à faire le saut dans l'invention de la modernité et à partir à la conquête du monde.

4. En contrepartie de cette fonction de protecteurs de l'Islam, les mamelouks laissent aux hommes de religion le monopole de l'interprétation des dogmes, de la justice exercée en son nom, de la police morale de la société. Réduite à sa dimension sociale purement conventionnelle – le respect des rites important seul – la religion est parfaitement instrumentalisée par le pouvoir autocratique des hommes de guerre.

La vie économique est alors soumise aux humeurs du pouvoir militaro-politique. La paysannerie est, chaque fois que cela est possible, soumise directement aux ponctions de cette classe dirigeante et la propriété privée (dont le principe est incontestablement sacralisé par les textes fondateurs de l'Islam) précarisée. Les profits du commerce ne le sont pas moins.

La classe dirigeante mamelouk aspire naturellement à l'émiettement de son pouvoir autocratique. Formellement soumis au Sultan-Khalife, les mamelouks bénéficient de la distance – alors lointaine – qui les sépare de la capitale (Istanbul) pour exercer à titre personnel tout le pouvoir réel dans le rayon du terroir qui leur échoit. Là où la tradition de

centralisation étatique est millénaire, comme en Egypte, les tentatives se succèdent de discipliner l'ensemble du corps militaire. Ce n'est pas un hasard si Mohamed Ali établit son pouvoir centralisé en massacrant les mamelouks, mais pour reconstituer une aristocratie militaro-foncière désormais entièrement soumise à son pouvoir personnel. Les beys de Tunis tenteront d'en faire autant, à plus modeste échelle. Les deys d'Alger n'y parviendront jamais. Le Sultanat ottoman le fera à son tour, intégrant de cette manière ses provinces turques, kurdes et arméniennes d'Anatolie et ses provinces arabes de la Syrie historique et de l'Irak dans un pouvoir « modernisé » de la sorte.

Modernisation tout court ? ou modernisation de l'autocratie seulement ? Despotisme éclairé ? ou despotisme tout court ? Les fluctuations et les variantes se situent dans cet éventail, n'inaugurant rien permettant d'aller au delà.

Sans doute le modèle type autocratique mamelouk a-t-il dû faire avec les réalités nombreuses et diverses qui en ont toujours défini les limites réelles. Communautés paysannes réfugiées dans leurs montagnes fortifiées (Kabyles, Maronites, Druses, Alaouites ...), confréries soufis un peu partout, tribus, contraignaient les pouvoirs dominants aux compromis et à la tolérance des insoumis. Le contraste au Maroc entre le Maghzen et le Bled Siba est d'une nature analogue.

Les formes de l'exercice du pouvoir dans le monde arabe ont-elles innové au point qu'on puisse dire que celles décrites ici appartiennent désormais à un passé révolu ? L'Etat autocratique et les formes de la gestion politique qui lui sont associées sont certainement encore en place comme on le verra. Mais elles sont entrées dans une crise profonde qui en a déjà largement érodé la légitimité, étant de moins en moins capables de faire face aux défis de la modernité. Emergence de l'Islam politique, confusion des conflits politiques, mais aussi renaissance des luttes sociales en sont les témoignages.

II. L'ISLAM POLITIQUE

1. L'erreur fatale est de croire que l'émergence de mouvements politiques mobilisateurs de larges masses se revendiquant de l'Islam est le produit inévitable de l'irruption sur la scène de peuples culturellement et politiquement arriérés incapables de comprendre un autre langage que celui de leur obscurantisme quasi atavique. Erreur hélas largement diffusée par les médias dominants, simplificateurs, repris dans les discours pseudo-scientifiques de l'eurocentrisme et du mauvais « orientalisme ». Des discours fondés sur le préjugé que seul l'Occident pouvait inventer la modernité, tandis que les peuples musulmans seraient enfermés dans une « tradition » immuable qui les rend incapables de comprendre la portée du changement nécessaire.

Les peuples musulmans et l'Islam ont une histoire, tout comme ceux des autres régions du monde, qui est l'histoire d'interprétations diverses des rapports entre la raison et la foi, celle des transformations et des adaptations mutuelles de la société et de sa religion. Mais la réalité de cette histoire est niée non seulement par les discours eurocentriques, mais tout également par les mouvements contemporains qui se réclament de l'Islam. Les uns et les autres partagent en effet le même préjugé culturaliste en vertu duquel les « spécificités » propres aux différentes trajectoires des peuples et aux religions qui sont les leurs seraient de nature intangible, incommensurable et transhistorique. A l'eurocentrisme des occidentaux l'Islam politique contemporain n'oppose qu'un eurocentrisme inversé.

L'émergence des mouvements qui se réclament de l'islam est en fait l'expression d'une révolte violente contre les effets destructeurs du capitalisme réellement existant, contre la modernité inachevée, tronquée et trompeuse qui l'accompagne. (cf. *Le défi de la modernité*). C'est l'expression d'une révolte parfaitement légitime contre un système qui n'a rien à offrir aux peuples en question.

2. Le discours de l'islam proposé en alternative à la modernité capitaliste (à laquelle sont assimilées sans nuance les expériences de modernité des socialismes historiques) est de nature politique et nullement théologique. Les qualificatifs d'intégriste et de fondamentaliste dont on l'affuble souvent ne correspondent en rien à ce discours qui d'ailleurs n'y fait guère allusion sauf chez certains intellectuels musulmans contemporains qui s'adressent dans ces termes plus à l'opinion occidentale qu'à la leur.

L'islam proposé est en l'occurrence l'adversaire de toute théologie de la libération. L'islam politique appelle à la soumission, pas à l'émancipation. La seule tentative de lecture de l'islam qui allait dans le sens de l'émancipation fut celle du soudanais Mahmoud Taha. Condamné à mort et exécuté par le pouvoir de Khartoum, Taha n'a été revendiqué par aucun parti de la mouvance islamique, ni « radical », ni « modéré », et n'a été défendu par aucun des intellectuels qui se revendiquent de la « renaissance islamique » ou même seulement expriment le souhait de « dialoguer » avec ces mouvements.

Les hérauts de la « renaissance islamique » en question ne s'intéressent pas à la théologie, et ne font jamais référence aux grands textes qui la concernent. Sur ce plan ce qu'ils entendent par « islam » paraît n'être qu'une version conventionnelle et sociale de la religion, réduite au respect formel et intégral de la pratique rituelle. L'islam en question définirait une « communauté » à laquelle on appartient par héritage, comme l'ethnicité, et non une conviction personnelle intime et forte. Il s'agit seulement d'affirmer une « identité collective », rien de plus. C'est la raison pour laquelle l'expression d'islam politique, par laquelle l'ensemble de ces mouvements sont qualifiés dans les pays arabes est certainement plus exacte.

3. L'islam politique moderne avait été inventé par les orientalistes au service du pouvoir britannique en Inde, avant d'être repris tel quel par le pakistanais Mawdudi. Il s'agissait de « prouver » que les Musulmans croyants ne sont pas autorisés à vivre dans un Etat qui ne serait pas lui même islamique – anticipant sur la partition de l'Inde – parce que l'islam ignorerait la possibilité d'une séparation entre l'Etat et la religion. Les orientalistes en question ont omis d'observer que les Anglais du XIIIe siècle n'auraient pas davantage conçu leur survivance hors de la Chrétienté !

Abul Ala Al Mawdudi reprend donc le thème selon lequel le pouvoir émane de Dieu et de lui seul (wilaya al faqih), refusant le concept de citoyens ayant le droit de légiférer, l'Etat n'ayant que la charge d'appliquer la loi définie une fois pour toute (la « charia »). Joseph de Maistre avait déjà écrit des choses analogues accusant la Révolution du crime d'avoir inventé la démocratie moderne et l'émancipation de l'individu.

Récusant le concept de la modernité émancipatoire, l'islam politique refuse le principe même de la démocratie – le droit pour la société de construire son avenir par la liberté qu'elle se donne de légiférer. Le principe de la Shura que l'islam politique prétend être la forme islamique de la démocratie ne l'est pas, étant prisonnier de l'interdit de l'innovation (ibda),

n'acceptant à la rigueur que celui de l'interprétation de la tradition (ijtihad). La Shura n'est que l'une des multiples formes de la consultation qu'on trouve dans toutes les sociétés pré-modernes, pré-démocratiques. Bien sûr l'interprétation a parfois été le véhicule de transformations réelles, imposées par des exigences nouvelles. Mais il reste que par son principe même – le refus du droit à la rupture avec le passé – celle-ci enferme dans l'impasse le combat moderne pour le changement social et la démocratie. Le parallèle prétendu entre les partis islamiques – radicaux ou modérés puisque tous adhèrent à ces mêmes principes « anti-modernistes » au nom de la prétendue spécificité de l'Islam – et les partis démocrates-chrétiens de l'Europe moderne n'a donc rigoureusement aucune validité, bien que les médias et la diplomatie des Etats Unis y fassent sans cesse allusion pour légitimer leur soutien à des régimes éventuellement « islamistes ». La démocratie chrétienne s'inscrit dans la modernité, dont elle accepte le concept fondamental de démocratie créatrice comme l'essentiel de celui de laïcité. L'Islam politique refuse la modernité. Il le proclame, sans être à même d'en comprendre le sens.

L'Islam proposé ne mérite donc certainement pas d'être qualifié de « moderne » ; et les arguments appelés au secours sur ce terrain par les amis du « dialogue » sont d'une platitude extrême, allant de l'usage des cassettes par ses propagandistes à l'observation que ceux-ci se recrutent dans des couches « éduquées » -ingénieurs par exemple ! Le discours de ces mouvements ne connaît d'ailleurs guère que l'Islam wahabite qui rejette tout ce que l'interaction entre l'Islam historique et la philosophie grecque avait produit en son temps, comme il se contente de ressasser les écrits plats du plus réactionnaire des théologiens du Moyen Age – Ibn Taymiya. Bien que certains de ses hérauts qualifient cette interprétation de « retour aux sources » (voire à l'Islam du temps du Prophète), il ne s'agit en réalité que d'un retour aux conceptions en vigueur il y a deux cents ans, ceux d'une société arrêtée dans son développement depuis plusieurs siècles.

4. L'Islam politique contemporain n'est pas le produit d'une réaction aux abus prétendus de la laïcité, comme on le dit malheureusement trop souvent.

Car aucune société musulmane des temps modernes - sauf dans la défunte Union Soviétique – n'a jamais été véritablement laïque, encore moins frappée par les audaces d'un pouvoir « athé » agressif quelconque. L'Etat semi moderne de la Turquie kémaliste, de l'Egypte nassérienne, de la Syrie et de l'Irak baathistes, s'était contenté de domestiquer les hommes de religion (comme cela s'était souvent produit auparavant) pour leur imposer un discours destiné exclusivement à légitimer ses options politiques. L'amorce d'une idée laïque n'existait que dans certains milieux intellectuels critiques. Elle n'avait pas beaucoup de prise sur l'Etat ; et celui-ci, emporté par son projet nationaliste a parfois reculé sur ce plan, comme en témoigne l'évolution inquiétante inaugurée du temps même de Nasser, opérant une rupture avec la politique que le Wafd avait adoptée depuis 1919. L'explication de cette dérive est peut être évidente : refusant la démocratie les régimes en question on lui substituait « l'homogénéité de la communauté », dont on voit le danger grandir jusque dans la démocratie en régression de l'Occident contemporain lui même (cf. *Diversité héritée du passé et diversité dans l'invention du futur*).

L'Islam politique propose de parachever une évolution déjà largement entamée dans les pays concernés, visant à rétablir un ordre théocratique conservateur sans fard associé à un pouvoir politique de type « mamelouk ». La référence à cette caste militaire dirigeante jusqu'à il y a deux siècles, se plaçant au-dessus de toute loi (en feignant de ne connaître sur ce plan que la « charia »), accaparant les bénéfices de la vie économique et acceptant – au nom du

« réalisme » - de s'intégrer en position subalterne dans la mondialisation capitaliste de l'époque, vient d'emblée à l'esprit de quiconque observe tant les régimes post nationalistes dégradés de la région que les nouveaux régimes prétendus islamiques, leurs frères jumeaux.

5. Il n'y a, de ce point de vue fondamental, guère de différence entre les courants dits « radicaux » de l'Islam politique et ceux qui voudraient se donner un visage « modéré ». Le projet des uns et des autres est identique.

Le cas de l'Iran lui-même n'échappe pas à la règle générale, en dépit des confusions qui ont été à l'origine de son succès, dues à la concomitance entre l'essor du mouvement islamiste et la lutte conduite contre la dictature du Shah socialement rétrograde et politiquement pro-américaine. Dans un premier temps les extravagances extrémistes du pouvoir théocratique étaient compensées par ses positions anti-impérialistes, dont il tirait sa légitimité et qui lui donnait un écho de popularité puissant au delà des frontières de l'Iran. Mais progressivement le régime devait démontrer qu'il était incapable de relever le défi d'un développement économique et social novateur. La « dictature des turbans » (les hommes de religion) qui avait pris la relève de celle des « casquettes » (des militaires et des technocrates), comme on le dit en Iran, se solde par une fantastique dégradation des appareils économiques du pays. L'Iran qui se targuait de « faire comme la Corée », se range aujourd'hui dans le groupe des pays du « quart monde ». L'insensibilité de l'aile dure du pouvoir aux problèmes sociaux auxquels les classes populaires du pays sont confrontées est à l'origine de sa relève par ceux qui se sont auto-qualifiés de « réformateurs » porteurs d'un projet capable certes d'atténuer les rigueurs de la dictature théocratique, mais sans renoncer pour autant à son principe – inscrit dans la constitution (« wilaya al faqih ») – sur lequel repose le monopole d'un pouvoir amené alors progressivement à renoncer à ses postures « anti impérialistes » pour intégrer le monde comprador banal du capitalisme des périphéries. Le système de l'Islam politique est en Iran dans l'impasse. Les luttes politiques et sociales dans lesquelles le peuple iranien est désormais ouvertement engagé devront conduire un jour ou l'autre au rejet du principe même de la « wilaya al faqih » qui place le collège des hommes de religion au dessus de toutes les institutions de la société politique et civile. C'est la condition de leur succès.

L'Islam politique n'est en définitive rien de plus qu'une adaptation au statut subalterne du capitalisme comprador. Sa forme prétendue « modérée » constitue de ce fait probablement le danger principal qui menace les peuples concernés, la violence des « radicaux » n'ayant d'autres fonctions que de déstabiliser l'Etat pour permettre l'installation du nouveau pouvoir comprador. Le soutien lucide que les diplomaties des pays de la Triade alignés derrière les Etats Unis apportent à cette « solution » au problème est parfaitement cohérent avec leur volonté d'imposer l'ordre libéral mondialisé au service du capital dominant.

6. Les deux discours du capitalisme libéral mondialisé et de l'Islam politique ne sont pas conflictuels mais au contraire parfaitement complémentaires. L'idéologie des « communautarismes » à l'américaine que l'air du temps s'emploie à populariser oblitère la conscience et les luttes sociales pour leur substituer de prétendues « identités » collectives qui les ignorent. Cette idéologie est donc parfaitement instrumentalisée par la stratégie de domination du capital parce qu'elle transfère les luttes de l'aire des contradictions sociales réelles au monde de l'imaginaire dit culturel, transhistorique et absolu. Or l'Islam politique est précisément un « communautarisme ».

Les diplomaties des puissances du G7 et singulièrement celle des Etats Unis savent ce qu'elles font en choisissant de soutenir l'Islam politique. Elles l'ont fait en Afghanistan,

qualifiant ses Islamistes de « combattants de la liberté » (!) contre l'horrible dictature du communisme, qui n'était en fait qu'un projet de despotisme éclairé, moderniste, national populiste, ayant eu l'audace d'ouvrir les écoles aux filles. Elles continuent à le faire de l'Égypte à l'Algérie. Elles savent que le pouvoir de l'Islam politique a la vertu – pour elles – de réduire à l'impuissance les peuples concernés et par conséquent de s'assurer sans difficulté de leur compradorisation.

Avec le cynisme qui le caractérise, l'establishment américain sait tirer un second profit de l'Islam politique. Les « dérives » des régimes qu'il inspire – les taliban par exemple – (qui ne sont en rien des dérives mais bel et bien inscrits dans la logique de leurs programmes) peuvent être exploitées chaque fois que l'impérialisme estime utile d'intervenir, brutalement s'il le faut. La « sauvagerie » attribuée aux peuples qui sont les premières victimes de l'Islam politique permet d'alimenter « l'islamophobie ». Cela fait accepter plus facilement la perspective d'un « apartheid à l'échelle mondiale » qui est l'aboutissement logique et nécessaire d'une expansion capitaliste toujours plus polarisante.

Les seuls mouvements politiques se réclamant de l'Islam qui sont condamnés sans nuance par les puissances du G7 sont ceux qui s'inscrivent – par la conjoncture locale objective – dans des luttes anti-impérialistes : Hezbollah au Liban, Hamas en Palestine. Ce n'est pas un hasard.

III. CONFLITS POLITIQUES ET LUTTES SOCIALES

1. Un coup d'œil rapide sur l'état des lieux aujourd'hui convaincrerait facilement que rien n'a changé : le pouvoir mamelouk est toujours en place.

Première ressemblance frappante avec le passé : le pouvoir suprême exercé par l'institution militaire en Algérie, en Égypte, en Syrie, en Irak ; ici disciplinée et strictement soumise à une hiérarchie respectée (Égypte), là morcelée entre de nombreux généraux en concurrence conflictuelle feutrée ou ouverte permanente (Algérie). Certes l'institution militaire n'est peut être pas aussi solidement garante de la stabilité qu'elle ne le paraît. Influencée au moins en partie par l'islamisme politique, nullement immunisée contre les forces centrifuges que la diversité ethnique ou confessionnelle peut alimenter, l'institution militaire n'en demeure pas moins le seul héritier du moment du nationalisme populiste des années 1950, 1960 et 1970. Elle garde de ce fait une tradition nationaliste qui n'est pas tout à fait disparue. Elle constitue la seule référence dans la dévolution des pouvoirs suprêmes. Les élections farces n'étant prises au sérieux par personne et surtout pas par les classes populaires qui s'en désintéressent, un président succède à un autre, dans le calme ou par un « coup », comme au temps des Sultans, des pachas et des mamelouks, toujours menacés d'être assassinés par leurs pairs.

Sans doute au Maroc, en Arabie Saoudite et dans les Emirats du Golfe l'institution monarchique, elle-même fusionnée avec l'institution religieuse tant marocaine que wahabite, assure-t-elle encore elle-même directement la dévolution du pouvoir suprême.

Seconde ressemblance frappante avec l'autocratie des mamelouks : l'interpénétration du monde des affaires et de celui du pouvoir. Car à véritablement parler il n'y a pas de véritable « secteur privé », il n'y a pas beaucoup de capitalistes autonomes dans la gestion de leurs affaires, qui soit garantis dans la propriété de leurs entreprises. Le langage égyptien a forgé un autre terme pour désigner les nouveaux millionnaires de « l'ouverture économique » (infithah) inscrite dans la nouvelle mondialisation libérale. On précise s'il s'agit du secteur « privé »

(Khas) – c'est à dire les affaires capitalistes normales et authentiques – ou du secteur « personnel » (firdani) c'est à dire des affaires qui n'existent que par la complicité des pouvoirs. Le secteur privé, quand il existe, est constitué d'entreprises moyennes plutôt malmenées par la conjoncture et le libéralisme mondialisé. Le secteur « personnel » par contre est celui dont les chiffres d'affaires grimpent d'année en année, accusant par là même le scandale de l'inégalité dans la répartition des revenus. Exemple bien connu : les « Entrepreneurs Arabes » (al Mouawilin Al Arab), « entreprise » égyptienne dirigée par le super milliardaire Osman Ahmad Osman. L'entreprise rafle tous les marchés de l'Etat, pour les sous traiter ensuite, au mépris des lois qui l'interdisent. La majeure partie des profits de l'économie dite privée dans le monde arabe des vingt dernières années est de ce fait de la nature d'une véritable rente politique.

Troisième ressemblance : l'instrumentalisation de la légitimité religieuse conventionnelle et conservatrice. On constate que plus le pouvoir mamelouk-compradore est compromis par sa soumission dans les faits aux intérêts impérialistes dominants, plus il s'aligne sur les exigences de la mondialisation libérale, plus il tente de compenser la perte de légitimité nationale que cette soumission entraîne par le raidissement de son discours à prétention « religieuse », entrant sur ce plan en compétition avec le courant islamiste en compétition. Comme le faisait très exactement les ancêtres ottomans et mamelouks, au fur et à mesure qu'ils cédaient aux diktats des impérialistes des siècles précédents !

Le lecteur aura sans doute une forte envie de dire que les phénomènes décrits ci-dessus ne sont pas spécifiques au monde arabe. L'Indonésie en donne un exemple de la dictature du complexe militaro-mercantile assorti de rhétorique religieuse d'une analogie frappante. Sera-t-on alors tenté d'y voir un effet de la « culture islamique » ? Mais alors pourquoi la Chine des Seigneurs de la guerre et du Kuo Min Tang d'hier ou les Philippines d'aujourd'hui, fournissent-ils des exemples semblables par bien des aspects essentiels. Il serait finalement donc plus sage de voir dans le modèle « autocratique militaro-mercantile (mamelouk-compradore/rentiers) conservateur culturel et religieux » le produit du « sous développement », compris non comme un « retard », une « étape » du développement, mais comme l'une des faces de l'expansion mondiale polarisante du capital. Celle-ci produit non pas la modernisation (et derrière elle la démocratisation potentielle) mais son contraire – la modernisation de l'autocratie, la modernisation de la pauvreté. La modernisation et la démocratisation authentiques se conquièrent en se posant contre les forces dominantes du système mondial, non en s'inscrivant dans leur sillage .

2. Dans le monde arabe en tout cas cette résurrection contemporaine de l'autocratie mamelouk n'aurait pas été imaginé il y a cent ans ou même cinquante ans. Au contraire la page semblait être tournée, définitivement.

Dans un premier temps le monde arabe – du moins ses centres égyptien et syrien – paraissait engagé dans une modernisation bourgeoise authentique. Mohamed Ali puis la Nahda du XIXe siècle semblaient l'y avoir préparé. La révolution égyptienne de 1919 en manifestait la première expression forte. Ce n'est pas un hasard si cette révolution s'est faite sous la bannière la plus proche de la laïcité qu'on ait connu dans l'histoire du monde arabe, en proclamant « la religion est à Dieu, la patrie à tous », et en choisissant un drapeau associant le croissant et la croix. Dans l'Empire ottoman les tanzimat amorçaient une évolution parallèle dont les provinces arabes ont hérité et qu'elles ont même développé après l'éclatement de l'Empire. Constitutions, codes civils, partis bourgeois « libéraux », élections parlementaires laissaient espérer qu'en dépit de toutes les faiblesses et les insuffisances qui les caractérisaient

la société s'était engagée dans la bonne direction. La minceur des résultats, en termes de développement économique et social réel, qui trouve facilement son explication dans la faiblesse des bourgeoisies locales face aux impérialistes de l'époque et à leurs alliés réactionnaires locaux, et en conséquence l'aggravation de la crise sociale allaient mettre un terme à ce premier moment de la modernisation ratée du monde arabe.

Le second temps fut donc celui du nationalisme populiste des années 1950, 1960 et 1970. Nassérisme, baathisme, révolution algérienne triomphants semblaient capables de faire reculer la crise sociale par le déploiement à la fois d'une stratégie de confrontation plus ferme avec l'impérialisme (que le soutien soviétique permettait) et de politiques de développement économique et social actives. Cette page est tournée, pour des raisons que nous n'avons pas à analyser ici, qui combinent les contradictions et limites internes du système et le retournement des conjonctures économiques et politiques mondiales.

C'est alors que devait ressurgir l'Etat autocratique pré moderne. Mais celui-ci fait sa réapparition alors que la société n'est plus comparable en quoi que ce soit à celle d'il y a un siècle ou même un demi siècle.

La crise sociale aujourd'hui est incomparablement plus aiguë qu'elle ne l'était il y a cent ou cinquante ans. Non pas que la société soit dans son ensemble plus « pauvre ». Au contraire, en termes de revenu réel moyen la progression est incontestable. Non pas que la richesse y soit plus inégalement répartie qu'elle ne l'était. Au contraire la réalité majeure concernant les transformations dans ce domaine consiste dans l'expansion des classes moyennes passées en Egypte en l'espace de cinquante ans de 5 à 30 % de la population pour ses couches supérieures de 10 à 50 % pour l'ensemble des catégories qui les composent (selon Galal Amin). Mais la modernisation en question a été également celle de la pauvreté.

La profondeur de la crise est à la mesure de l'urbanisation du monde arabe, qui en constitue le révélateur principal. Plus de la moitié de la population arabe est aujourd'hui urbaine. Mais ce transfert massif n'est pas le résultat d'une double révolution agricole et industrielle, plus ou moins analogue à celle qui a construit l'Occident capitaliste développé ou le monde soviétique et dans laquelle la Chine contemporaine est engagée depuis un demi siècle. Il est au contraire le résultat de l'absence de révolution agricole et de révolution industrielle. La misère rurale grandissante s'est simplement transférée dans des villes que les industries et les activités modernes sont incapables d'absorber. La structure des classes et catégories sociales populaires dans laquelle cette crise s'exprime n'a plus rien à voir avec celle du monde arabe d'il y a un siècle ou cinquante ans. La crise s'exprime alors dans celle des formes de la vie politique, des idéologies et des organisations, des formes de luttes sociales.

La page du nationalisme populiste tournée, le système du parti unique discrédité a cédé la place à l'explosion du multipartisme, qu'on s'est empressé de saluer dans les médias mondiaux dominants comme l'amorce d'un développement démocratique produit naturellement et évidemment par l'ouverture aux marchés comme le veut la vulgate à la mode.

Le paradoxe est que cette explosion du multipartisme s'est accompagnée d'un retour en arrière prodigieux en direction de l'autocratie de type mamelouk.

3. Le nassérisme avait « nationalisé (étatisé en fait) la politique » comme on le dit en Egypte, c'est à dire supprimé par la répression violente les deux pôles entre lesquels s'étaient

partagées les forces politiques actives et l'opinion – le pôle libéral bourgeois et le pôle communiste. Par là même il créait un vide idéologique que l'Islam allait remplir, progressivement à l'époque nassérienne, brutalement à partir de 1970. L'influence de l'institution religieuse, encouragée par la modernisation d'Al Azhar entreprise par Nasser, pénétrait les couches moyennes en expansion, bénéficiaires principales du populisme par l'expansion de l'éducation et de l'emploi. Domesticquée en apparence Al Azhar ne donnait pas de signaux inquiétants pour le régime ; c'était l'époque où ses « fatwa » justifiaient le « socialisme ». Les Frères Musulmans qui un moment avaient pensé imposer leur présence dans le régime résistaient à une répression toujours hésitante à leur égard – beaucoup d'Officiers Libres en avaient été proches. Dissous formellement ils continuaient à être tolérés à travers les « associations religieuses » qui infiltraient progressivement les appareils d'Etat, éducation, justice et médias en particulier.

Lorsque, après la mort de Nasser (1970), Sadate décidait le tournant à droite, tout était en place pour permettre à l'Islam politique d'occuper brutalement le devant de la scène, avec le soutien de l'argent du Golfe pétrolier et celui – ouvert – de la diplomatie américaine. Le prix en était « l'ouverture » (infatih) amorcée par Nasser après la défaite de 1967, préparant la réintégration dans le capitalisme mondial, la rupture de l'alliance soviétique et finalement le voyage à Jérusalem (1977) puis le processus conduisant de Madrid à Oslo (1993).

Il a fallu quand même encore dix ans pour que la loi institue un multipartisme « octroyé » (en 1979), limité dans un premier temps aux trois « tribunes » de la défunte Union socialiste dites de gauche, centre et droite. La constitution inchangée confie au Président des pouvoirs qui le situent au dessus du législatif, de l'exécutif et du judiciaire. La nouvelle démocratie octroyée et contrôlée (les « élections » doivent garantir la pérennité du pouvoir du Président choisi par l'institution militaire), a été négociée avec les Etats Unis qui lui ont apporté leur bénédiction (par l'accord de 1991 entre le gouvernement et ... l'USAID !), permettant ainsi à Washington de délivrer un certificat de démocratie au pouvoir égyptien.

Il n'y a donc pas beaucoup d'illusions à se faire concernant les « partis politiques » issus de telles combinaisons. L'Union Nationale Démocratique n'a pas plus d'existence que l'Union Socialiste dont elle est l'héritière. Celle-ci n'avait pas même la légitimité historique des modèles des Partis communistes (de l'URSS, de la Chine ou du Viet Nam) dont elle n'était qu'une mauvaise copie. Les Partis communistes en question, avant de subir l'effet de dégénérescence de leur exercice solitaire du pouvoir, avaient conduit de véritables révolutions. L'Union Socialiste a été instituée par décret présidentiel, sans existence antérieure. Elle ne fut donc jamais qu'une collection d'opportunistes sans convictions, ce qui probablement arrangeait bien le despote éclairé. L'auto dissolution de l'organisation communiste égyptienne, en 1965, obtenue non sans la réticence de beaucoup de militants, n'allait pas lui insuffler un sang de meilleur couleur, le pouvoir ayant rigoureusement empêché que ce « danger » (pour lui) ne se concrétise dans la réalité.

Parmi les nouveaux partis politiques, le Tagammu après avoir tenté de rassembler la gauche nassérienne et les héritiers du communisme égyptien, devait subir la défection des premiers. Nostalgiques du passé, apparemment privés de la capacité de comprendre la nature des défis nouveaux, les vieux Nassériens se satisfont de la rhétorique du discours nationaliste arabe (qawmi) et ont amorcé un rapprochement avec les Islamistes, friants eux également d'une rhétorique simple. Le Tagammu reste quand même un espoir de renouveau d'un débat politique digne de ce nom, s'il parvient à mobiliser les traditions militantes qu'il s'emploie à endormir jusqu'à présent.

Le « parti du Travail », animé par Adel Hussein (décédé en 2001) auquel a succédé un membre de sa famille (!!!) a voulu mobiliser avec plus de nervosité le discours islamiste, se posant en concurrent des dirigeants traditionnels des Frères Musulmans.

Jusqu'ici donc la démocratie politique des partis égyptiens ne dépasse pas l'agitation dans un bocal. Renonçant à toute forme d'action – que le régime interdit formellement – se satisfaisant donc de discours, ces partis ne se posent pas en alternative réelle au pouvoir. Ils ne développent pas de programmes alternatifs crédibles mais se contentent au coup par coup de critiquer tel ou tel détail de l'action du gouvernement.

La dérive qui résulte de ce vide politique n'est pas sans responsabilité dans la réaffirmation de la tradition autocratique mamelouk. La manifestation la plus inquiétante de cette dérive a trouvé une expression inattendue au cours des dernières élections parlementaires (1999) : une foule de candidats dits « indépendants » ont exploité les possibilités que cette situation leur offrait. Il s'agit non d'opposants, même déguisés, mais de candidats à cette classe « d'entrepreneurs – rentiers bénéficiaires du soutien étatique » (typique du système mamelouk) qui souvent ont su se créer un noyau de clientèle suffisant pour « gagner » l'élection, dans l'indifférence de la majeure partie de la population. Le qualificatif de « baltagui » que le peuple égyptien leur a immédiatement donné traduit bien ce qu'ils sont – le terme signifiant un peu ce que sa traduction en « voyous – chefs de bandes » pourrait inspirer. Les « universitaires » libéraux – américains entre autre – qui saluent le phénomène comme expression de la « naissance d'une bourgeoisie d'entrepreneurs » trompent peut être l'opinion extérieure ignorante, pas le peuple égyptien !

La seule force dans ces conditions qui se pose en alternative au pouvoir réel – celui de l'institution militaire – est représentée par les Frères Musulmans. Mais ceux-ci n'ont pas d'autre projet que celui d'un pouvoir autocratique de même nature, dans lequel l'institution religieuse prendrait la place de celle des militaires. En cela les Frères Musulmans ne sont pas semblables aux partis de la démocratie chrétienne, bien qu'on tente parfois de les faire passer pour tels. Pour le reste – inscription dans le libéralisme mondialisé et économie locale compradore de rente – aucune différence. C'est la raison pour laquelle la diplomatie de Washington voit en eux effectivement la solution de rechange, si nécessaire.

Le régime nassérien était celui d'un projet de despotisme éclairé. Son projet social et économique était réel et mis en œuvre avec détermination. C'est pourquoi si dictatorial et policier fut-il dans ses comportements, il devait tenir compte – et tenait compte – de forces sociales réelles dont les lieux d'expression étaient entre autre les syndicats ouvriers, le mouvement étudiant, les associations professionnelles, les coopératives rurales, la presse et les intellectuels. Le langage politique nassérien leur avait d'ailleurs donné un nom – marakez quwa (centres de pouvoirs) – témoignage de la reconnaissance du fait.

Il y a en Egypte près de 25.000 comités syndicaux (ils existent toujours) intégrés dans 23 syndicats unifiés à l'époque nassérienne dans une seule centrale (l'Union générale des travailleurs d'Egypte) rassemblant entre 3 et 4 millions d'adhérents réels (c'est peut être peu par rapport aux 15 à 17 millions de salariés, mais c'est déjà beaucoup et concerne la presque totalité des salariés des entreprises modernes). Le nassérisme leur avait donné des pouvoirs réels non de participation à la direction des entreprises (ces pouvoirs n'étaient que de façade) mais de gestion de la main d'œuvre (garantie d'emploi etc) et de la vie quotidienne (logements, coopératives de consommation etc). Ayant renoncé à la « lutte des classes », la

classe ouvrière était récompensée en termes d'amélioration de ses conditions matérielles. Et bien que le régime s'était assuré le contrôle des syndicats, par la nomination de fidèles aux postes de la direction nationale, à la base (dans les 25.000 comités locaux) l'esprit militant et l'influence communiste n'ont jamais cessé d'exister. Ce qui explique la faible perméabilité de la classe ouvrière, jusqu'ici, aux sirènes de l'Islam politique.

Qu'en est-il devenu aujourd'hui ? Dans un premier temps l'émigration, ouverte à partir de 1970, a certainement affaibli l'esprit militant. Pourquoi se battre pour obtenir au mieux quelques pourcents d'augmentation du salaire quand on peut en gagner un multiple en quelques mois de travail dans le Golfe, en Libye ou en Irak ? L'émigration comme toujours encourage la poursuite de solutions individuelles et affaiblit le combat collectif. L'émigration désormais tarie va-t-on revoir se dessiner un retour à la tradition égyptienne de solutions collectives ? Les lois nouvelles dérégulant le marché du travail ont à leur tour affaibli les syndicats reproduisant le retour au chômage massif. Génératrice de pauvreté qu'on prétend vouloir combattre cette politique n'émeut pas jusqu'à présent les ténors de la défense de la démocratie dans les instances du système mondialisé !

Beaucoup d'indices indiquent une reprise des luttes. C'est désormais par milliers et non plus par centaines que se chiffrent les actions, souvent violentes, mais toujours émietées. En 1998 il y a eu soixante dix grèves dans les plus grandes entreprises du pays. L'intervention musclée des forces spéciales de sécurité dans chacune de ces grèves a été difficile à cacher. Des victoires – modestes – sont enregistrées ici et là. On en parle peu. Les partis politiques se taisent à leur sujet. Personne – pas même les Islamistes bien entendu – ne veut risquer de capitaliser à son actif ces luttes. Les luttes ouvrières demeurent isolées, mais ni inconnues ni impopulaires.

Dans le monde rural le nassérisme opérait par le canal d'une quinzaine de milliers de coopératives d'achat d'intrants et de ventes de productions. Bien qu'assises sur les fractions de la paysannerie moyenne et largement influencées par ses composantes riches, ces coopératives n'étaient pas des chambres d'enregistrement des décisions prises par le Ministre de l'Agriculture, comme on l'a dit trop souvent, mais des partenaires dont les avis étaient pris en compte. Cela permettait d'éviter les conflits et de tenir à l'écart les couches pauvres de la paysannerie.

La nouvelle politique libérale – suppression des subventions, libéralisation du crédit et hausse de ses taux moyens de 5 à 14 %, triplement des taux de rente foncière puis finalement libéralisation des rapports entre les propriétaires et les fermiers (garantis jusque là du renouvellement des baux) – a cassé le mouvement coopératif, permis à la couche des paysans riches de s'enrichir davantage, appauvrissant les couches moyennes. Les violences fréquentes mais dispersées qui ont accompagné ce changement de ligne n'ont pas empêché la libéralisation de poursuivre son chemin. Le Tagammu a bien tenté en 1983 de mettre en place une nouvelle « Union paysanne ». Il a reculé devant les tracasseries de l'administration. Cela n'a pas empêché le mouvement de protestation de la majorité des fermiers de prendre en 1998 une ampleur inattendue. Le pouvoir est parvenu néanmoins à manœuvrer, faire des concessions aux uns au détriment des autres et par ces tactiques de division neutraliser (provisoirement ?) le mouvement.

En prenant ouvertement position en faveur des propriétaires au nom du caractère sacro saint de la propriété les Frères Musulmans ont-ils « raté » l'occasion de mobiliser en leur faveur ce monde rural toujours sensible au discours religieux ? En fait les Frères Musulmans savaient ce

qu'ils faisaient. Ils ont choisi délibérément le camp des riches de la campagne, comme ils ont choisi celui des compradores urbains, soucieux avant tout de conserver leur image d'interlocuteur valable pour le capital dominant et la diplomatie américaine. Leur discours ne s'adresse qu'aux classes moyennes (comme on le verra par les efforts qu'ils déploient dans les associations professionnelles), laissant aux organisations islamiques « radicales » (le Jihad islamique et d'autres) le soin de recruter leurs hommes de main dans les couches moyennes appauvries et le lumpen. En évitant de défendre ou de condamner ces organisations, les Frères Musulmans savent que les opérations de déstabilisation de l'Etat que celles-ci conduisent les renforcent, eux, objectivement dans leur posture de candidats à « l'alternance ». Les Frères Musulmans ne cessent de faire comprendre à leurs interlocuteurs qu'eux seuls – au pouvoir – seraient capables de mettre un terme aux errements « terroristes ».

Le discours et l'action de l'Islam politique s'adresse donc en priorité aux classes moyennes. L'expansion de celles-ci a donné à leur organisations un poids politique exceptionnel dans la vie du pays. Il y a vingt trois grandes associations professionnelles (avocats, médecins, journalistes, ingénieurs, pharmaciens, enseignants etc.) qui comptent leurs adhérents par centaines de milliers et disposent de réseaux de milliers d'agences locales. Le nassérisme contrôlait sans trop de mal ces milieux qui après tout constituaient la masse des principaux bénéficiaires de l'expansion économique et sociale populiste.

La crise sociale provoquée par l'option économique libérale a fourni l'occasion à l'Islam politique de s'emparer du leadership de beaucoup de ces associations. D'autant que traditionnellement les associations ont été l'un des lieux de plus grande polarisation verbale, faute de débats véritables au sein des partis. L'Etat a réagi en prenant en 1993 les dispositions législatives qui lui permettent de reprendre en main les associations jugées hostiles. Le discours officiel – un tant soit peu démagogique – insiste sur le fait que la « politisation » des associations se fait au détriment de leur concentration sur la défense des intérêts réels des professions, ce qui n'est pas faux. Il reste à savoir si la défense réelle de ces intérêts n'entrerait pas à son tour en conflit avec les politiques libérales de l'Etat ! Cela pourrait constituer un point d'entrée pour une action militante prometteuse pour la gauche égyptienne.

L'explosion de la vie associative, sur laquelle on reviendra, a été l'occasion pour que se constitue un type nouveau d'associations rassemblant les « hommes d'affaires ». L'antique « société de l'industrie et du commerce » dispersée par Nasser, les Chambres de Commerce ayant perdu leurs fonctions à l'époque de la planification, les nouvelles associations d'hommes d'affaires remplissent un vide certain. On en parle beaucoup, on les présente comme la preuve de la vitalité du capitalisme etc. La réalité est fort différente, ne s'agissant que de coteries de « chercheurs de rentes politico-économiques ». Mais leur poids dans la vie réelle est loin d'être négligeable. Ils sont entendus comme des « sages » et sont même parvenus quelque fois à faire adopter leurs points de vue (c'est à dire des politiques garantissant leurs rentes) contre quelques ministres récalcitrants ...

Le mouvement étudiant avait traditionnellement joué un rôle d'avant garde en Egypte, dans le monde arabe comme dans tout le Tiers monde. Il était le lieu d'une influence communiste dominante pendant des décennies. Même au meilleur moment du nassérisme, lorsque celui-ci bénéficiait de prestige et de respect, les étudiants nassériens eux mêmes se situaient à gauche du régime. Ils furent de ceux qui se mobilisèrent au lendemain de la défaite de 1967 pour préconiser la radicalisation du régime alors que Nasser lui même choisissait en sens inverse de faire des concessions à la droite, amorçant « l'Infitah ».

Il n'y a plus de mouvement étudiant. Cette évolution qu'on retrouve dans presque tout le Tiers monde contemporain a sans doute des raisons complexes insuffisamment étudiées jusqu'à présent. L'expansion prodigieuse des classes moyennes, produit de la vague de libérations nationales de l'après guerre, et en accompagnement celle des effectifs et du nombre des universités a sans doute sa part de responsabilité dans cette dépolitisation. Mais celle-ci a souvent été aidée par l'option répressive systématique des pouvoirs. C'est le cas de l'Égypte. Avant et après Nasser le pouvoir a délibérément soutenu l'installation des Frères Musulmans dans l'Université, pour faire barrage au communisme, financements extérieurs importants (en provenance du Golfe) à l'appui. De surcroît la « modernisation » de l'Azhar entreprise par Nasser a étendu considérablement le champ ouvert à des enseignements obscurantistes qui ont leur part de responsabilité dans la dérive. Il reste que l'Université s'agite encore de temps à autre, mais désormais presque exclusivement sur la question palestinienne (soutien aux deux intifadas successives), tandis que la critique des politiques économiques et sociales libérales a cessé de mobiliser. L'aggravation de la crise sociale, la dégradation de la situation des classes moyennes et l'étiollement des débouchés pour les diplômés ont renforcé les réflexes de survie, d'autant que la détérioration de la qualité des enseignements prive désormais les jeunes de la capacité de critique dont ils étaient équipés dans les temps antérieurs. La pénétration islamique est le résultat plutôt que la cause de cette dérive.

Les mondes de la presse, des intellectuels et des artistes (notamment des cinéastes), écrivains (poètes et romanciers) ont toujours été présents et actifs sur la scène politique égyptienne. A l'époque nassérienne l'institution Al Ahram, alors dirigée par Hassanein Heykal, était considérée comme l'un de ces « centres de pouvoir » bénéficiant donc d'une certaine dose de tolérance du despote éclairé. Si l'institution, son journal (quotidien depuis 125 ans, d'une qualité comparable à celle des meilleurs grands journaux du monde), ses centres de réflexion ont conservé une belle qualité, ils n'ont certainement plus qu'une influence négligeable dans la société. Les grands médias – la télévision – sont désormais livrés au monopole du discours officiel vide et d'une propagande islamiste aussi médiocre qu'obscurantiste. Les timides percées de télévisions « privées » (Nile TV) pratiquent une autocensure qui en annule la portée potentielle – celles de tous les autres pays arabes ne vaut guère mieux, le réseau des nombreuses télévisions politiques du Liban faisant exception. La nouvelle télévision de Qatar doit son succès à son ouverture à des débats animés, encore que ses canaux soient soigneusement fermés à toute critique radicale de gauche. Le soupçon qu'elle serait l'instrument de forces mal identifiées pose problème. En Égypte il existe toujours un cinéma de qualité, même si la grande production commerciale en masque souvent l'existence. La littérature – l'Égypte est un pays de romanciers, dont un bon nombre de valeur – exerce également une influence culturelle et politique considérable. Cinéma et romans sont les véhicules principaux par lesquels la culture politique critique survit.

Le déficit démocratique dans la gestion de pratiquement toutes les formes d'organisations politiques et sociales – partis, syndicats, organisations professionnelles (et on le verra plus loin dans la nouvelle vie associative en expansion) est une caractéristique négative majeure du pays, et peut être d'autres pays arabes. Les directions comptent plus de « chefs historiques » quasi inamovibles que de militants.

Pour compléter ce tableau des luttes on signalera la montée de formes nouvelles de combat des couches les plus déshéritées, peu remarquées parce que situant à l'écart des organisations visibles. Vendeurs de rue, gardiens d'automobiles, squatters ne constituent plus toujours un « informel inorganisé ». Combattus dans un premier temps parce qu'ils enfreignent la loi et les règlements formels, ils finissent par s'imposer – par des actions collectives – et faire

entendre leurs revendications. A tel point que l'Etat a renoncé à la destruction initialement programmée des bidonvilles du Caire, pour lui substituer des projets d'aménagements (adduction d'eau et voirie etc.).

4. Ce tableau de la politique et des luttes sociales en Egypte ne saurait être généralisé à l'ensemble du monde arabe, sans considération des conditions concrètes et des racines historiques variables d'un pays à l'autre, même si l'on peut identifier quelques tendances générales semblables.

Egypte, Syrie, Irak, Algérie partagent en commun qu'ils ont pratiqué, au cours des décennies 1950, 1960 et 1970, un ensemble d'expériences nationalistes populistes fort proches les unes des autres dans leurs structures essentielles.

En Syrie et en Irak le parti baath est à l'origine de ces expériences. A la différence de l'Egypte dont l'évolution dans cette direction avait été amorcée par le coup d'état militaire des Officiers Libres, sans préparation partisane, le Baath est demeuré l'axe central de l'organisation politique de la Syrie et de l'Irak (alors que l'Union Socialiste d'Egypte n'a jamais eu d'existence réelle). La forme militaire des régimes de Syrie et d'Irak a été le produit d'une infiltration des armées par le Baath (ou de fractions de celui-ci). En Egypte l'option populiste a été imposée progressivement par Nasser contre la majorité des dirigeants d'origine des Officiers Libres – plutôt réactionnaires – sans que néanmoins à aucun moment ces conflits au sommet ne se transfèrent au sein de l'armée, demeurée disciplinée. Il n'y a qu'un seul Pharaon en Egypte, comme il n'y a qu'un seul Empereur en Chine. Le système dominant dans le modèle baathiste est plutôt donc de la nature d'un complexe autocratique baathisto-militaro-mercantile, dans lequel la rhétorique du baathisme (l'arabisme en premier lieu) remplit des fonctions analogues à celui du discours religieux ailleurs. Le conflit entre ce modèle de pouvoir autocratique et l'Islam politique est alors plus violent, l'interpénétration des deux forces à la mode égyptienne post nassérienne étant plus difficile.

Le modèle baathiste, parce qu'il disposait d'un socle partisan réel au départ tout au moins, a pu être, de ce fait, « plus efficace » dans les pratiques de sa dictature : mise au pas des organisations politiques dissidentes (comme des fractions au moins des communismes syrien et irakien), destruction des adversaires (libéraux bourgeois, communistes réfractaires, Frères Musulmans), domestication absolue des organisations sociales (en supprimant toute activité à la base, dans les syndicats par exemple, alors qu'en Egypte le régime a toujours été contraint de faire avec). Les faiblesses du système tiennent à d'autres facteurs, non moins objectifs, en particulier aux particularismes régionaux et à la diversité ethnique et confessionnelle des deux pays. Une diversité qui a été gérée d'une manière discutable pour le moins qu'on puisse dire, sinon sans quelque habileté, en tout cas dans le mépris absolu des principes de la démocratie. Les qualités et les défauts personnels des chefs suprêmes ont alors pesé d'un poids devenu déterminant. Un leader intelligent, patient, diplomate en Syrie – Hafez El Assad – au demeurant confronté directement avec l'expansionnisme israélien dont il a su contenir les ambitions stratégiques par une option de résistance tenace, sans tomber dans les illusions de la « solution négociée » sous la houlette de la diplomatie américaine. Une série de militaires assassins – de Abdel Salam Aref à Saddam Hussein – en Irak, conduisant le pays à l'impasse tragique dans lequel il se trouve aujourd'hui.

Le populisme d'origine n'a plus de réalité. Le complexe militaro-mercantile est engagé dans un « infitah » inavoué mais visible aux yeux de l'opinion populaire qu'il faudra bien d'une manière ou d'une autre reconnaître. La légitimité et la crédibilité du projet sociétair d'origine

et du discours pan arabe qui l'accompagne sont de ce fait largement érodées. Les luttes politiques et sociales reprennent vie. La signature par mille intellectuels syriens d'une pétition réclamant la démocratie, non réprimée (fait tout à fait nouveau) en signale peut être le point de départ.

L'Algérie avait connu une histoire toute autre. La lutte de libération nationale a pris ici une autre dimension, conduite par le Front de Libération nationale (FLN), un parti authentique, puissant, comparable sur ce plan aux partis communistes de Chine ou du Viet Nam même s'il s'en distinguait par son idéologie (réduite en fait à la revendication nationale), par son projet sociétair (ou plutôt l'absence de celui-ci) et donc par le contenu social du pouvoir qui allait en résulter. Simultanément on peut dire que la conscience nationale a été ici le produit de cette lutte, que Nation Algérienne et FLN sont devenus de ce fait synonymes.

Le drame trouve son origine dans la substitution rapide – dès Juillet 1962, peut être même avant, puis à l'époque de Boumediene – de l'ALN (l'armée, une armée des frontières qui n'avait pas constitué l'axe central de la lutte du FLN) au FLN. Placée aux sommets du pouvoir, centre exclusif des décisions finales, l'armée a tué la légitimité et la crédibilité du FLN. Le populisme algérien n'a pas survécu à Boumediene. Choissant Chadli pour lui succéder, l'armée cessait d'être une et disciplinée, chacun de ses généraux s'emparant - à la manière mamelouk – d'un segment de pouvoirs militaro-mercantiles. L'Algérie entrait dans une période de turbulences, de conflits politiques aigües et de montée des luttes sociales, porteuses à la fois du pire (la réalité jusqu'à ce jour) mais aussi du meilleur toujours possible (sans que cela ne soit le produit d'un optimisme de commande sans fondements).

Car le peuple algérien aspire à la démocratie politique et sociale plus peut être qu'aucun autre peuple arabe. Une aspiration qui remonte sans doute à l'époque coloniale, à l'ambiguïté de son discours, aux formes de résistance qu'elle a produites. Une aspiration que le populisme du FLN de la grande époque – courte – du règne de Boumediene, n'a pu réellement maîtriser. La Chartre algérienne de 1964 (copie conforme de celle du nassérisme, promulguée en 1961), révisée en 1976, affirme quelques grands principes visant à faire confluer des intérêts sociaux dont on ne voulait pas reconnaître le caractère conflictuel.

Dans la réalité donc il fallait reconnaître d'autres « centres de pouvoir » (à l'égyptienne). Les syndicats ouvriers en premier lieu, importants, actifs et revendicatifs (au moins à la base), peuplés de militants rebelles aux directions imposées bureaucratiquement. Mal soumis au FLN, ils ont repris vie au cours des dernières années : on compte désormais chaque année plusieurs milliers de grèves et « d'incidents ». La paysannerie par contre, parce que malmenée et largement détruite par la colonisation et la guerre de libération, n'est pas parvenue à s'imposer comme une force autonome, en dépit des espoirs placés dans un premier temps, au cours des années 1960, dans « l'autogestion » des domaines repris à la colonisation. C'est pourquoi la « révolution agraire » proclamée par Boumediene fut le fait du prince, ne s'appuyant sur aucun mouvement paysan. Elle a pu être « défaite » par la suite, comme elle avait été « faite », sans bruit. A défaut la question paysanne s'exprime à travers la diversité ethnique – par la permanence du fait berbère. Mais ici également la gestion déplorable de cette diversité réelle par une politique d'arabisation mal conçue et par la négation permanente du problème, dans la tradition des pouvoirs autocratiques, n'a eu pour résultat que de faire exploser le problème dans beaucoup de confusions.

Autre explosion qui annonçait la crise : l'explosion de 1988, qui fut le fait du petit peuple urbain, et notamment de ses jeunes marginalisés, sans espoir d'un avenir quelconque, dont les

conditions plus que déplorables empirent au fur et à mesure que les nouvelles politiques « libérales » abolissent les vestiges du populisme social. Ce ne fut donc ni une révolte de la « classe ouvrière », ni une « rébellion paysanne », ni un mouvement de revendication de démocratie politique des classes moyennes et des intellectuels, mais bel et bien une explosion des nouvelles catégories de victimes du capitalisme contemporain, sans tradition d'organisation, sans culture idéologique quelconque.

On comprend alors que cette explosion, qui a imposé le retour à des élections (celles de 1992) se soit soldée comme on le sait, par l'impasse. Car les patrons du « courant islamiste » ont eu alors l'intelligence de comprendre qu'ils avaient là toutes leurs chances. Un électorat en colère, choisissant de dire « non » au pouvoir en disant « oui » aux Islamistes. Les Islamistes se posaient alors en alternative – la seule visible. Le pouvoir ayant choisi de ne pas laisser faire – fort heureusement – mais s'avérant incapable de se réformer ou n'en ayant aucune intention – fort malheureusement – l'Algérie entrait dans le cycle infernal de deux adversaires complices par leur volonté de faire en sorte que le seul choix laissé au peuple soit « c'est eux, ou c'est nous ». Inutile d'en dire davantage sur les assassinats revendiqués par les Islamistes, précisément de personnalités qui pouvaient incarner le troisième et seul choix valable – journalistes, professeurs et artistes démocratiques. Inutile de rappeler que les villageois de la Mitidja massacrés permettent aux spéculateurs de l'agro-business de « racheter » - à prix nul – les meilleures terres du pays ... La lecture des romans de Yasmina Khadra plus que celle de beaucoup d'analystes étrangers permet de comprendre la nature de la logique qui dicte les choix de l'Islam politique.

L'explosion de 1988 avait pourtant créé un choc tel que dès 1989 la loi autorisait la reconstitution de la vie politique. Cinquante partis politiques, 55.000 associations enregistrées. Ce qui se profile, au delà de ces chiffres qui désarment l'observateur, c'est à la fois l'ampleur des aspirations de démocratie politique et sociale et la possibilité objective qu'elles se cristallisent autour d'une « troisième force », potentiellement la plus puissante. Cela ne s'est pas produit jusqu'à ce jour pour des raisons difficiles à accepter – conflits personnels entre « leaders historiques » ressuscités. La multiplicité des associations qui luttent effectivement sur les terrains de la revendication démocratique et sociale – pour la défense des droits de l'homme, contre la torture et les disparitions, pour la révision du code de la famille, pour les droits culturels du peuple berbère etc. ne constitue pas une alternative à la carence fondamentale des dirigeants. Pas plus que la montée des luttes ouvrières signalées plus haut.

Ce qui manque hélas, c'est une tribune unifiée à partir de laquelle pourrait être élaborée une alternative dans toutes ses dimensions : définition d'une politique économique et sociale de développement authentique (qui ne soit pas une pure rhétorique ou l'expression d'une nostalgie populiste), définition d'une citoyenneté nouvelle, code précis des droits démocratiques, définition d'une nationalité moderne, à la fois arabe et respectueuse de la réalité berbère, définition des termes des compromis entre les intérêts conflictuels des classes et groupes sociaux, définition du rôle de l'Etat, définition des rapports au système mondial etc. Du pain sur la planche.

Le Soudan est traversé par deux contradictions majeures qui n'ont pas trouvé de solution – et n'en trouveront pas – par les moyens de la violence mise en œuvre depuis un demi siècle. L'Islam politique – au pouvoir ici – a prouvé à son tour qu'il en était incapable.

La première de ces contradictions oppose le monde rural du Nord arabo-islamique à son monde urbain. Les campagnes soudanaises sont fortement encadrées par deux Confréries – les Ansar et les Khatmia – selon un modèle qui du Sénégal à la Mer Rouge domine le Sahel africain. Les deux grands partis politiques (Mahdistes et Parti National Démocratique), qui épousent étroitement les frontières des confréries (et constituent l’islam historique réellement existant au Soudan) sont de ce fait assurés de leur victoire dans toute compétition électorale, bien qu’ils n’aient évidemment aucun programme autre que celui de la gestion de la société telle qu’elle est. La ville par contre est étonnamment avancée : syndicats ouvriers puissants (particulièrement celui des Chemins de fer, vitaux dans ce grands pays), mouvement étudiant avant gardiste, organisations professionnelles de la classe moyenne actives et démocratiques (exception ou presque dans le monde arabe), floraison de vie associative y compris de mouvements de femmes, influence idéologique forte du parti communiste.

Contradiction insoluble commandant l’alternance de dictatures militaires, auxquelles se rallient les deux Confréries et d’explosions démocratiques populaires y mettant un terme, toujours provisoire.

La seconde contradiction oppose dans ce pays de 30 millions d’habitants le Nord arabo-musulman au Sud qui ne l’est pas (entre un quart et un tiers de la population). Contradiction que les gouvernements sont incapables de concevoir gérer autrement que par la guerre permanente. Mais pourtant contradiction dont il n’est pas difficile d’imaginer la solution par la démocratie, l’autonomie locale et la reconnaissance de la diversité. Solution d’ailleurs préconisée par toutes les forces démocratiques du Nord, en particulier le Parti Communiste, et mise en œuvre par ces forces dans les moments très courts (ne dépassant jamais quelques mois) où elles sont au pouvoir, pour être remise en question par les forces réactionnaires qui ne manquent jamais de renverser par la violence les premières. Solution préconisée par les forces politiques du Sud, dont l’armée – dirigée par John Garang – s’appelle Sudan Peoples Liberation Army (pas de référence à la sécession), pas par hasard.

L’intrusion de l’Islam politique a été le résultat des lassitudes produites par la répétition des échecs, d’une injection massive de moyens financiers d’origine saoudite (canalisés par une classe mercantile puissante liée elle même aux confréries), et du génie tactique d’un fou de Dieu d’une ambition démesurée, avide de pouvoir (Hassan Tourabi). Passant alliance directement avec la dictature militaire (de Numeiri puis de Béchir), en court-circuitant les Confréries, Tourabi rêvait (ou faisait mine de rêver, ne cherchant en fait qu’à asseoir son pouvoir) de « purger » l’Islam historique du pays pour le « wahabiser » (d’où le soutien Saoudi).

Les moyens mis en œuvre par la dictature militaro-islamique se voulaient de ce fait, être « modernes » et en finir avec la « tolérance » de l’Islam confrérique historique. D’où la série de lois scélérates, interdisant l’activité syndicale libre (1992), domestiquant la vie associative (notamment la floraison des associations chargées d’interventions humanitaires dans ce pays frappé par la guerre et la famine – loi de 1995), le muselage de la presse (loi de 1996) etc. Il reste que toutes les tentatives de substituer aux organisations démocratiques interdites un réseau d’institutions nouvelles, d’allure « moderne » mais contrôlées par le pouvoir personnel de Tourabi, n’ont donné strictement aucun résultat. Les quelques « ONG » qui paraissent survivre au massacre ont été intégralement récupérées par les confréries !

Evidemment l’action économique et sociale du régime ne pouvait se solder que par le désastre : intégralement soumis aux logiques du libéralisme mondialisé, portant jusqu’à la

caricature l'affairisme des clans militaro-islamo-mercantiles, l'Islam politique au pouvoir n'a produit ici qu'une monstrueuse aggravation de tous les problèmes.

Le régime n'a répondu à cette dérive que par le « laisser aller », laisser pourrir la guerre dans le Sud, laisser toutes les provinces – à majorité musulmane – de l'Ouest (Kordofan, Dar Four) et de l'Est (Kassala) se gouverner toutes seules dans une semi sécession. Le régime ne se préoccupe que de sauver les apparences en restant maîtres de la rue dans la capitale et les campagnes voisines immédiates. A cette fin sa réalisation principale est la création de réseaux dits de « défense populaire », « sécurité étudiante » recrutés dans le lumpen à la manière des pasdarans iraniens, chargés de terroriser sans plus.

En prime l'application stricte de la charia dans ses dispositions les plus douteuses (amputations des « voleurs » - les petits bien entendu), l'assassinat du théologien musulman de la libération, Cheikh Mohamed Mahmoud Taha (en 1977) etc.

Le talon d'Achille du système est son absence totale d'une forme quelconque de légitimité permettant la succession politique. En contraste avec l'Iran où la « wilaya al faqih » est portée par une véritable Eglise nationale (Chiite en l'occurrence) érigée en institution dominant l'Etat, en contraste avec l'Arabie Saoudite dont la monarchie allie la légitimité tribale et celle de la version wahabite de l'Islam (ou du Maroc dont la monarchie est à la fois nationale et religieuse), un pouvoir islamique au Soudan autre que celui des Confréries aura beaucoup de difficultés à prendre racine.

L'opposition démocratique n'est pas morte. Elle a survécu à toutes les brutalités de l'Islam politique. Mais ses directions ont pratiquement toutes été contraintes de s'exiler. L'Egypte – qui n'a jamais conçu traiter les Soudanais en étrangers et de ce fait a recueilli un nombre inconnu d'émigrés, qu'on estime au bas mot à deux millions (qui sont évidemment dans leur écrasante majorité des travailleurs simples fuyant l'effondrement de la vie économique dans leur pays) – abrite l'Alliance Démocratique Nationale Soudanaise, constituée à Asmara en 1995, et qui regroupe tous les partis et organisations interdits à Khartoum. Il reste que le front, potentiellement puissant, n'a guère de programme lui permettant de coordonner les luttes – émietées mais permanentes au pays – et de leur donner la capacité de s'ériger en alternative.

La monarchie du Maroc, fondée sur une double légitimité nationale et religieuse, a permis des avancées démocratiques garanties tant qu'elles auront l'heure de plaire au Roi. Des avancées qui ont de surcroît l'avantage de n'être une menace ni pour les classes dominantes locales, ni pour le système mondial. Sans qu'il ne soit dit que la contradiction grandissante entre les espoirs portés par ces avancées d'une part et d'autre part les manifestations de la crise sociale que le système des choix associés à la démocratie en question ne permet pas même d'atténuer n'éclate violemment un jour ou l'autre.

Alors qu'ailleurs – en Egypte, en Tunisie, en Irak par exemple – les luttes de libération nationale étaient contraintes de prendre leurs distances à l'égard des monarchies locales, voire d'entrer en conflit avec elles, au Maroc les choses se sont passées d'une autre manière. L'aile conservatrice du mouvement, longtemps dominante et jamais même par la suite réduite au négligeable, l'Istiqlal, ne se proposait rien de plus que de rétablir la souveraineté du Maroc et de sa monarchie. L'aile moderniste elle même était contrainte de taire ses points de vue éventuels sur la question de la monarchie. Cette aile moderniste ne manquait pas d'assises dans le pays. De puissants syndicats ouvriers, qui le sont restés en dépit des effets d'érosion produits par la libéralisation économique et le chômage, et qui de surcroît sont parvenus à

sauvegarder leur autonomie non seulement vis à vis de l'Etat (qui n'a jamais cherché à les domestiquer – n'étant pas un Etat populiste !) mais également vis à vis de ses alliés et défenseurs politiques (l'UNFP devenu USFP, le Parti Communiste devenu PPS). La classe moyenne elle-même, en expansion, aspirant à accéder à des parcelles de pouvoir monopolisés par le Maghzen (la « Cour »). Les bourgeoisies commerçantes périphériques, elles-mêmes exclues du Maghzen.

Les étapes des concessions mesurées faites par la Monarchie à ces forces sont connues : des premières élections parlementaires de 1963 aux amendements constitutionnels de 1992 et 1996, des premières expériences « démocratiques » (c'est à dire acceptant que le gouvernement soit issu d'élections à peu près correctes) à celle qui a porté l'USFP et son leader Abdel Rahman Youssoufi au gouvernement en 1998, on dit que le système évolue pour devenir une monarchie parlementaire, qui garderait néanmoins son aura religieuse. Mais après tout la Reine d'Angleterre est bien le chef de l'Eglise anglicane, n'est-ce pas ?

Le pouvoir marocain n'est donc pas confronté à de graves problèmes politiques. Les classes moyennes marocaines n'ont pas de « problème identitaire », comme on le voit dans l'Algérie voisine. Au demeurant la diversité culturelle-ethnique a été gérée par le système marocain sans provoquer de cassure dans la Nation, selon le principe traditionnel de la dualité Maghzen, (villes et campagnes voisines) / Bled Siba (campagnes lointaines, en majorité berbérophones), le Roi renouvelant les allégeances tribales sans jamais heurter l'autonomie des chefferies locales. Prenant l'initiative de la promotion de la culture et de la langue Amazigi, le système marocain n'a jamais pensé contradictoires l'arabité, l'Islam et la réalité berbère. L'Islam politique qui tente sa percée ici comme ailleurs se heurte à une légitimité religieuse du Maghzen qu'il n'a pas pu mettre en cause jusqu'à ce jour tout au moins.

Mais le pouvoir par contre est confronté à des problèmes sociaux dont la gravité ne fait que s'amplifier, aucun des gouvernements successifs du pays, même ceux qui peuvent à juste titre s'enorgueillir d'une légitimité démocratique, n'ayant tenté de sortir des ornières du libéralisme mondialisé. Ce n'est donc pas un hasard si ici également les explosions, à répétition, sont le fait des pauvres urbains, la nouvelle classe des victimes du capitalisme moderne. Explosions contenues ou réprimées avec violence, dans le silence des forces démocratiques principales. Mais jusqu'à quand ?

L'explosion des formes de la vie associative porte-t-elle en elle la possibilité d'un renouvellement d'une dynamique démocratique inventive ? On reviendra sur ce sujet.

IV. GEOSTRATEGIE, UNITE ARABE ET INTIFADAS PALESTINENNES

1. De par son extraordinaire richesse pétrolière, vitale pour l'économie de la triade dominante (Etats Unis, Europe, Japon) le Moyen Orient a toujours occupé, et continue à occuper, une position singulière dans la géopolitique mondiale et dans la géostratégie militaire hégémoniste des Etats Unis. De surcroît sa position géographique sur le flanc sud de l'URSS renforçait son importance à l'époque de la guerre froide. La relève a été prise – après l'effondrement du régime soviétique – par l'importance de la richesse pétrolière du Caucase et de l'Asie centrale ex soviétiques, une région constituée de surcroît de pays musulmans en majorité, où les diplomaties de Washington et de Moscou continuent à s'affronter.

La région constituait – et continue à constituer – dans le découpage géomilitaire américain qui couvre la planète entière, une zone considérée comme étant de première priorité (comme les Caraïbes) c'est à dire une zone où les Etats Unis se sont octroyés le « droit » d'intervention militaire. Ils l'ont d'ailleurs fait à l'occasion de la guerre du Golfe (1990) et en ont profité pour placer les pays concernés sous leur protectorat militaire permanent.

Les Etats Unis opèrent au Moyen orient en étroite collaboration avec leurs deux alliés fidèles inconditionnels – la Turquie et Israël. L'Europe s'est tenue à l'écart de la région, acceptant que les Etats Unis y défendent seuls les intérêts vitaux globaux de la triade, c'est à dire son ravitaillement en pétrole. En dépit de quelques signes d'irritation les Européens continuent à naviguer dans la région dans le sillage de Washington.

Le projet du populisme national arabe n'acceptait pas cet état de choses et avait l'ambition certaine d'imposer la reconnaissance par les Puissances de l'indépendance du monde arabe. C'était le sens du « non-alignement », soutenu par les Soviétiques. La page de cette époque tournée, le monde arabe se retrouve sans vision propre de sa place dans le nouveau système mondial. C'est la raison pour laquelle les « projets » concernant l'organisation de la région sont pensés ailleurs.

Les Etats Unis avaient ici encore pris l'initiative en avançant le projet d'un curieux « marché commun du Moyen Orient » dans lequel les pays du Golfe auraient fourni le capital, les autres pays arabes la main d'œuvre à bon marché, réservant à Israël le contrôle technologique et les fonctions de l'intermédiaire obligé. C'est alors que l'Europe tentait de réagir en avançant à son tour le projet d'un « partenariat euro-méditerranéen », intégrant lui aussi Israël dans le schéma, mais excluant les pays du Golfe, reconnaissant par là même que leur « gestion » relevait de la responsabilité exclusive de Washington.

Ces dimensions de la géopolitique ne peuvent être ignorées dans le débat concernant les luttes politiques et sociales. Les ayant analysées en détail dans d'autres documents de notre projet (cf. Ali El Kenz) nous nous contentons ici d'en rappeler l'importance.

L'expansionnisme colonial d'Israël constitue un défi réel, et n'est pas le fruit de l'imaginaire arabe. Israël est le seul pays au monde qui refuse de se reconnaître des frontières définitives quelconques (et à ce titre n'aurait pas le droit d'être membre des Nations Unis). Comme les Etats Unis au XIXe siècle il considère qu'il a le « droit » de conquérir de nouvelles aires pour l'expansion de sa colonisation et y traiter les peuples qui les habitent depuis mille ans si non davantage comme des Peaux Rouges, à chasser ou exterminer. Israël est le seul pays qui déclare ouvertement ne pas s'estimer lié par les résolutions de l'ONU.

La guerre de 1967, planifiée en accord avec Washington dès 1965, poursuivait plusieurs objectifs : amorcer l'effondrement des régimes nationalistes populistes, briser leur alliance avec l'Union soviétique, les contraindre à se repositionner dans le sillage américain, ouvrir des terres nouvelles à la colonisation sioniste. Dans les territoires conquis en 1967 Israël mettait donc en place un système d'apartheid inspiré de celui de l'Afrique du Sud. A l'accusation de racisme – qui n'est qu'une plate évidence – le sionisme répond comme on le sait par le chantage systématique à l'antisémitisme et l'exploitation de « l'industrie de l'holocauste ». Israël a donc besoin, pour poursuivre son projet, que le monde arabe demeure aussi faible que possible, sur tous les plans.

C'est ici que les intérêts du capital dominant mondialement rejoignent ceux du sionisme. Car la logique de la poursuite du projet du capitalisme réellement existant a toujours produit la polarisation à l'échelle mondiale et continue à la produire. Le « développement » d'une région quelconque du tiers monde – en l'occurrence la région arabe – entre en conflit avec celle de l'expansion mondiale du capitalisme réellement existant. Par ailleurs un monde arabe modernisé, riche et puissant remettrait en question l'accès garanti des pays occidentaux au pillage de ses ressources pétrolières, nécessaire à la poursuite du gaspillage associé à l'accumulation capitaliste. Les pouvoirs politiques dans les pays de la Triade tels qu'ils sont – c'est à dire fidèles servants du capital transnational dominant – ne veulent pas d'un monde arabe modernisé et puissant.

L'alliance entre les puissances occidentales et Israël est donc fondée sur le socle solide de leurs intérêts communs. Cette alliance n'est ni le produit d'un sentiment de culpabilité des Européens, responsables de l'antisémitisme et du crime nazi, ni celui de l'habileté du « lobby juif » à exploiter ce sentiment. Si les puissances occidentales pensaient que leurs intérêts étaient desservis par l'expansionnisme colonial sioniste ils trouveraient rapidement les moyens de surmonter leur « complexe » et de neutraliser le « lobby juif ». Je n'en doute pas, n'étant pas de ceux qui croient naïvement que l'opinion publique dans les pays démocratiques tels qu'ils sont impose ses vues aux pouvoirs. On sait que l'opinion « ça se fabrique » aussi. Israël est incapable de résister plus que quelques jours à des mesures (même modérées) d'un blocus qu'on lui imposerait comme celui que les puissances occidentales ont infligé à la Yougoslavie, à l'Irak, à Cuba. Il ne serait donc pas difficile de mettre Israël à raison et de créer les conditions d'une paix véritable, si on le voulait. On ne le veut pas.

L'opinion arabe n'est pas équipée pour comprendre la nature du rapport de complémentarité entre le projet sioniste et celui de l'expansion générale du capitalisme, fondement de leur convergence. L'opinion arabe est ici victime des limites de la pensée du nationalisme populiste qu'elle n'a pas été capable jusqu'ici de critiquer dans ses fondements, encore moins de dépasser.

Au lendemain de la défaite de 1967 Sadate déclarait que puisque les Etats Unis détenaient dans leur jeu « 90 % des cartes » (c'était son expression même) il fallait rompre avec l'URSS, réintégrer le camp occidental et que, ce faisant, on pourrait obtenir de Washington qu'il exerce une pression suffisante sur Israël pour l'amener à la raison. Au delà même de cette « idée stratégique » propre à Sadate – dont la suite des évènements a prouvé l'inconsistance – l'opinion publique arabe demeure largement incapable de comprendre la dynamique de l'expansion capitaliste mondiale, encore moins d'y identifier les contradictions et faiblesses véritables. N'entend-on pas dire et répéter que « les Occidentaux comprendront à la longue que leur intérêt même est d'entretenir de bonnes relations avec les deux cents millions d'Arabes – leurs voisins immédiats – et à ne pas sacrifier ces relations à leur soutien inconditionnel à Israël » ? C'est implicitement penser que les « Occidentaux » en question (c'est à dire le capital dominant) souhaitent un monde arabe modernisé et développé, et ne pas comprendre qu'ils veulent au contraire le maintenir dans l'impuissance et que pour cela leur soutien à Israël leur est utile.

L'option faite par les gouvernements arabes – à l'exception de la Syrie et du Liban – qui les a conduit par la négociation de Madrid et d'Oslo (1993) à souscrire au plan américain de prétendue « paix définitive », ne pouvait donner d'autres résultats que ceux qu'elle a donnés : encourager Israël à avancer ses pions dans son projet expansionniste. En rejetant aujourd'hui ouvertement les termes du « contrat d'Oslo », Ariel Sharon démontre seulement ce qu'on

aurait du comprendre plus tôt – à savoir qu’il ne s’agissait pas d’un projet de « paix définitive », mais d’ouvrir une étape nouvelle à l’expansion coloniale sioniste.

L’état de guerre permanente qu’Israël et les puissances occidentales qui soutiennent son projet imposent dans la région constitue à son tour un motif puissant permettant aux systèmes arabes autocratiques de se perpétuer (voir la contribution de Fahima Charaffeddine sur ce sujet, en annexe). Ce blocage d’une évolution démocratique possible affaiblit les chances d’un renouveau arabe et fait donc l’affaire du déploiement du capital dominant et de la stratégie hégémoniste des Etats Unis. La boucle est bouclée : l’alliance israélo-américaine sert parfaitement les intérêts des deux partenaires.

La bataille pour la démocratie et le progrès social dans le monde arabe ne passe donc pas par l’alignement sur de prétendus plans de paix qui n’en sont pas. La conduite efficace de cette bataille exige au contraire qu’on décrédibilise ces projets, en dévoilant leurs objectifs véritables. Il me paraissait nécessaire d’établir le fil des raisonnements qui m’ont amené à cette conclusion fondamentale à mon avis.

Les raisonnements en termes de géostratégie que j’ai esquissés ici comportent leurs limites. Car ces raisonnements ne mettent en scène que ceux qui en occupent le devant : les forces dominantes, c’est à dire le capital transnational et les pouvoirs qui se placent à son service. Quand on dit « les puissances occidentales, les intérêts occidentaux » on veut dire « les intérêts du capital dominant ».

Or celui-ci ne constitue pas l’intégralité de la réalité sociale. Ses victimes – les peuples, tous les peuples – existent tout également. Une stratégie de lutte efficace contre la logique « géopolitique » en question implique qu’on creuse les contradictions entre les intérêts des victimes et ceux des forces qui dominent les pouvoirs. Cette stratégie n’est ni plus « facile » en Occident – parce que la démocratie en permettrait le déploiement rapide – ni plus « facile » en Orient – parce que la violence des effets destructeurs de l’expansion capitaliste y est plus manifeste. Elle est difficile ici et là, bien que pour des raisons spécifiques différentes. Mais il n’y a pas d’autre choix possible que de s’engager dans cette voie. Car au terme du déploiement du projet capitaliste libéral mondialisé il y a l’apartheid à l’échelle mondiale et, dans son cadre, l’apartheid imposé par le sionisme aux Palestiniens. Constituer à l’échelle mondiale un front de soutien au peuple palestinien en lutte contre l’apartheid n’est pas seulement un devoir moral, c’est aussi une dimension importante d’une stratégie de lutte efficace contre la dictature du capital, c’est aussi une contribution réelle au soutien de la lutte des peuples arabes pour la démocratie et le progrès social.

2. Le pan-arabisme est une réalité et un phénomène positif. Face aux destructions culturelles et autres de la mondialisation telle qu’elle est, si la francophonie, la lusophonie, le sens de la famille latino-américaine constituent des cadres de résistances légitimes (et ils le sont à mon avis), alors au nom de quoi ricaner à propos du pan-africanisme ou du pan-arabisme ? Pourquoi la familiarité entre des peuples qui occupent un espace continu de l’Atlantique au Golfe et partagent l’usage de la même langue (en dépit des variantes des parlars locaux) serait-elle sans portée et sans intérêt ?

De là à dire qu’il n’y a « qu’une nation arabe », morcelée contre sa volonté, il y a un saut qu’il faut garder de faire. Car cette question nationale demeure infiniment plus complexe que ne l’imagine l’idéologie du « nationalisme arabe » (qawmi, par opposition à qutri, relatif aux cadres définis par les frontières des Etats arabes). La réalité nationale des peuples arabes

s'exprime dans des étages superposés d'une pyramide. La dimension pan-arabe (qawmi) est réelle. Mais non moins réelles sont les dimensions « locales » (qutri). Car s'il est vrai que le découpage de la Syrie historique (les territoires actuels de la Syrie, du Liban, de la Palestine et de la Jordanie) est récent (1919), artificiel et effectivement le produit d'un partage impérialiste, comme celui du Croissant fertile (Syrie historique et Irak), prétendre que l'Égypte, le Maroc et le Yémen sont des fabrications artificielles et récentes devrait faire éclater de rire. Ancienne ou nouvelle, la « petite nation » (qutri) est fondé sur des intérêts et des perceptions réelles de leurs spécificités.

Les mouvements nationaux de libération et les nationalismes populistes qu'ils ont produit se sont déployés à partir de ces réalités locales forcément dans le cadre des Etats tels qu'ils sont. Les stratégies de développement qu'ils ont voulu construire sur des fondements autocentrés dans la perspective de la modernisation de leurs sociétés, de leur transformation progressiste et de l'affirmation de leur autonomie vis à vis de l'impérialisme ne pouvaient être autres que ce qu'elles furent : conçues et mises en œuvre dans le cadre des Etats (qutri).

La dimension pan-arabe aurait pu appeler la mise en œuvre de stratégies complémentaires visant à renforcer les constructions autocentrées de chacun des partenaires non à se substituer à celles-ci. Cela n'a pas été le cas, parce que les responsables des nationalismes populistes n'étaient pas équipés pour concevoir d'une manière efficace cette complémentarité, leur perception de la nature véritable du défi capitaliste moderne étant ce qu'elle était – fort insuffisante pour le moins qu'on puisse dire. C'est pourquoi tout ce que les « technocrates » à leur service ont pu concevoir n'était rien d'autre que des « marchés communs », c'est dire précisément une formule capitaliste parfaitement inadéquate.

Sur le plan politique les mêmes limites du populisme et de l'Etat autocratique sont à l'origine des échecs. Le Baath, qui se pose en penseur de l'arabité (ourouba) n'a pas été capable d'aller au delà de la répétition incantatoire, et de l'analogie avec les expériences des unités allemande et italienne, portée jusqu'à la caricature sans la moindre conscience que les conditions à la périphérie du système au XXe siècle ne sont pas celles de l'Europe du XIXe !

Le pan-arabisme officiel des pouvoirs populistes a été un moment dépassé sur sa gauche par le mouvement des qawmiyin, un rassemblement de jeunes révolutionnaires, imprégnés de marxisme, de maoïsme et de guevarisme, à l'origine de la constitution des partis radicaux de Palestine (Front Démocratique de Naïef Hawatmeh et Front Populaire de George Habache), de la révolution populaire au Yémen du Sud et de la guerre du Dhofar. Le roman de Sanallah Ibrahim (Warda) mieux que beaucoup des analyses proposées, presque toujours trop théorico-idéologiques (obnubilées par l'identification des erreurs et des « déviations »), retrace les étapes de la mort lente de ce mouvement, de ses aspirations profondes à la libération sociale, collective, personnelle (et notamment des femmes), et de l'illusion que la kalachnikov – popularisée à l'extrême dans ce moment de l'histoire arabe moderne – pouvait devenir un substitut efficace à l'inertie des classes populaires. Ce « foquisme » arabe s'est éteint comme celui de l'Amérique latine.

Le pan-arabisme officiel a été à l'origine d'une floraison d'organisations opérant à l'échelle de l'ensemble arabe. Il existe pour chacune des professions qui concernent notamment les classes moyennes une organisation de ce type, parfois active (Arab Lawyers, Arab Engineers, Arab Doctors, Arab Writers etc.), comme il existe même, sur le papier tout au moins, une centrale syndicale pan-arabe (Arab Workers Union). L'intensification des flux migratoires intra-arabes au cours des années 1970 et 1980 (vers les pays pétroliers) a certainement

contribué à populariser la connaissance mutuelle des peuples arabes. Mais elle l'a fait dans une ambiance générale de dépolitisation et dans un cadre dominé par les pratiques super-réactionnaires des Etats du Golfe. Ses effets sont de ce fait fort ambigus. Les flux de capitaux en sens inverse n'ont pas été moins ambigus par leurs effets, bénéficiant pour l'essentiel à l'enrichissement des affairistes du courant islamiste.

Le pan-arabisme autocratique est mort. Il suffit pour s'en convaincre d'avoir participé (comme l'auteur) à quelques unes de ses « cérémonies » (funèbres) qui rassemblent chaque année la cohorte de ses « dirigeants historiques » (des hommes en cravate dont la moyenne d'âge dépasse désormais soixante dix ans, pas un seul plus jeune, pas une seule femme) qui restent nostalgiques de l'époque populiste sans plus. Son esquisse de rapprochement avec le courant islamique n'aura certainement pas la vertu de lui redonner vie, au contraire il participe à sa dilution dans la nouvelle illusion creuse – celle de la Nation Islamique (al Umma al islamiya).

Cette page de l'histoire est tournée. Le monde arabe n'a plus de projet propre, ni à l'échelle des Etats locaux ni à celui de l'ensemble pan-arabe. C'est la raison pour laquelle les projets pensés pour lui par l'extérieur (les Etats Unis et l'Europe) paraissent imposer leur agenda (je renvoie le lecteur ici aux autres documents de notre projet qui concernent ces questions ; Cf. Ali El Kenz et Samir Amin).

Cela ne signifie nullement que le besoin objectif d'une alternative complexe, conçue à la fois aux niveaux nationaux et au niveau pan-arabe ait disparu. Cela ne signifie pas non plus que la dimension pan-arabe ait disparu dans la conscience des peuples. La multiplicité des initiatives de soutien aux intifadas palestiniennes (les Ligan did al Tatbi – comités d'opposition à la « normalisation » des relations avec Israël) en témoigne. Mais cette solidarité ne constitue pas – à elle seule – un substitut à l'absence d'une vision d'ensemble de la place des Arabes dans le monde d'aujourd'hui.

3. L'intifada du peuple palestinien est une lutte de libération nationale, probablement la lutte majeure de cette nature à notre époque. Elle exprime tout simplement le refus de ce peuple de se soumettre au système raciste de l'apartheid sioniste. Elle ne connaîtra de fin que si Israël reconnaissait le droit des Palestiniens à leur Etat, ce qui n'est pas pour demain, ou si les pouvoirs dans les pays capitalistes développés subissaient de profonds changements de nature (au point d'imposer au capital dominant qu'il renonce à sa stratégie d'affaiblissement systématique de la position des peuples de la périphérie – en l'occurrence les peuples arabes – dans le système mondial), ce qui n'est pas non plus pour demain.

Le pouvoir israélien dans les territoires occupés depuis 1967 (Gaza, la Cisjordanie, le Golan) s'emploie à poursuivre le plan d'expansion de la colonisation sioniste, ne reconnaissant de droits qu'aux seuls Juifs (je dis bien Juifs puisque dans l'Etat d'Israël lui même les non Juifs n'ont pas les mêmes droits, ni collectifs, ni individuels) ce qui définit l'Etat raciste d'apartheid. Expropriation des terres au bénéfice de nouveaux colons, pillage des ressources en eau, étouffement de toute forme de vie économique élémentaire des Palestiniens, constitue l'arsenal des moyens mis en œuvre à ces fins.

Dans un premier temps ce système a donné l'impression d'être capable de parvenir à ses fins, la gestion peureuse de la quotidienneté dans les territoires occupés par les notabilités et la bourgeoisie commerçante paraissant acceptée par le peuple palestinien. L'OLP éloignée de la

région après l'invasion du Liban par l'armée israélienne (1982) paraissait ne plus avoir les moyens – de son exil lointain de Tunis – de remettre en cause l'annexion sioniste.

La première intifada éclate en Décembre 1987. Explosion d'apparence « spontanée », elle exprime l'irruption sur la scène des classes populaires, et singulièrement de ses segments les plus misérables, confinés dans les camps de réfugiés. L'intifada boycotte le pouvoir israélien par l'organisation d'une désobéissance civique systématique. Israël réagit avec la brutalité coloniale qui définit sa nature ; mais ne parvient ni à rétablir son pouvoir policier efficace ni à remettre en selle celui des classes moyennes tampons palestiniennes peureuses. Au contraire l'intifada appelle un retour en masse des forces politiques en exil, la constitution de nouvelles formes locales d'organisation et le ralliement des classes moyennes à la lutte de libération engagée. L'intifada a été le fait de jeunes – Chebab al intifada – au départ non organisés dans les réseaux formels de l'OLP, mais pas davantage concurrents hostiles à ceux-ci. Les quatre composantes de l'OLP (Fath, dévoué à son chef Yasser Arafat, le FDLP et le FPLP, le Parti Communiste) se sont immédiatement engouffrés dans l'intifada et de ce fait ont gagné à eux la sympathie de beaucoup de ces Chebab. Les Frères Musulmans dépassés par leur faible activité durant les années précédentes en dépit de quelques actions du Jihad islamique faisant son apparition en 1980 cédaient la place à une nouvelle expression de lutte – Hamas, constitué en 1988.

Bien que cette première intifada ait donné après deux ans d'expansion des signes d'essoufflement tant la répression israélienne a été violente (usage d'armes à feu contre des enfants, fermeture de la « ligne verte » aux travailleurs palestiniens, source devenue exclusive de revenus pour leurs familles etc.), la scène était montée pour une « négociation » dont les Etats Unis ont pris l'initiative conduisant à Madrid (1991) puis aux accords dits de paix d'Oslo (1993). Ces accords ont permis le retour de l'OLP dans les territoires occupés et sa transformation en une « Autorité palestinienne » (1994).

Les accords d'Oslo avaient imaginé la transformation des territoires occupés en un ou plusieurs Bantoustans, définitivement intégrés dans l'espace israélien. Sans faire preuve de beaucoup d'imagination les sionistes et leurs sponsors américains et européens ont repris jusque dans le détail tout le système du racisme de l'apartheid sud africain. Israël avait d'ailleurs été un ami fidèle du régime de l'apartheid, partageant avec lui une même vision raciste fondamentale de l'humanité. Dans ce cadre l'Autorité Palestinienne ne devait être qu'un faux Etat – comme ceux des Bantoustans -, en fait la courroie de transmission de l'ordre sioniste.

Rentré en Palestine, l'OLP devenue Autorité est parvenue à établir son ordre, non sans quelque ambiguïté. L'Autorité a absorbé dans ses nouvelles structures la majeure partie des Chebab qui avaient coordonné l'intifada. Elle est parvenue à se donner une légitimité par la consultation électorale de 1996, à laquelle les Palestiniens ont participé en masse (80 %), tandis que Arafat se faisait plébisciter Président de cette Autorité. Faisant preuve d'une grande maturité politique toutes les composantes l'éventail politique palestinien (Fath, FDLP, FPLP, Parti Communiste, Hamas) ont refusé de polémiquer au cours de cette campagne, transférant le choix des électeurs sur des personnes qui indépendamment de leurs sympathies partisans, avaient fait preuve de dévouement et d'efficacité dans la lutte. L'Autorité devait faire face à un gigantesque problème financier puisque Israël contrôle toute l'économie des territoires qui ne peuvent entretenir de relations directes avec l'extérieur, que les Etats du Golfe, prenant prétexte des sympathies exprimées en Palestine envers l'Irak (lors de l'invasion du Koweït en 1990), cessaient pratiquement d'apporter un soutien financier et que

les communautés européennes, qui avaient fait de belles promesses, ne libéraient l'argent qu'au compte gouttes et acceptaient de soumettre leurs opérations au contrôle israélien. Pour faire face à la situation l'Autorité s'est octroyée un monopole (de fait) sur les transactions commerciales, éliminant la bourgeoisie locale peu fiable et dégageant à travers ce monopole les moyens de la survie de son embryon d'appareil d'Etat.

J'éviterai d'entrer ici dans la polémique facile « pour » ou « contre » l'Autorité. Car celle-ci à mon avis est dans une position ambiguë : acceptera-t-elle de remplir les fonctions qu'Israël, les Etats Unis et l'Europe lui attribuent – celle de « gouvernement d'un Bantoustan » ? ou se rangera-t-elle avec le peuple palestinien qui refuse de se soumettre ?

La force de police – pléthorique (50.000 agents ou peut être plus) disent les partisans du Bantoustan, surtout si cette force ne remplit pas les fonctions qu'on attend d'elle, celles de réprimer le peuple palestinien pour le contraindre à accepter son sort. Mais on peut dire aussi que cette force n'est pas du tout pléthorique, quand on connaît la violence de la force armée israélienne à laquelle elle peut être confrontée, précisément si elle refuse de réprimer son peuple.

Les monopoles financiers – belle occasion de distribuer les prébendes et de permettre que se constitue une classe de nouveaux riches entièrement dépendants de ceux qui contrôlent l'Autorité. C'est hélas vrai et on peut reprocher aux dirigeants palestiniens en question de ne pas se comporter comme des militants exemplaires gérant le bien public sans en tirer le moindre profit personnel. Mais sans ces monopoles l'Autorité pourrait-elle survivre ?

C'est bien parce que le peuple palestinien refuse le projet de Bantoustan qu'Israël a décidé de dénoncer les accords d'Oslo, dont il avait pourtant dicté les termes, pour leur substituer l'emploi de la violence militaire pure et simple. La provocation du plateau des Mosquées, mise en œuvre par le criminel de guerre Sharon en 1998 (mais avec le soutien du gouvernement alors travailliste qui lui a fourni les chars d'assaut), l'élection triomphale de ce même criminel à la tête du gouvernement d'Israël (et la collaboration des « colombes » comme Simon Peres à ce gouvernement), sont donc à l'origine de la seconde intifada, en cours.

Celle-ci parviendra-t-elle à libérer le peuple palestinien de la perspective de sa soumission planifiée à l'apartheid sioniste . Trop tôt pour le dire.

En tout cas le peuple palestinien dispose maintenant d'un véritable mouvement de libération nationale. Il a ses spécificités. Il n'est pas du style « parti unique », d'apparence (sinon en réalité) « unanime » et homogène. Il est fait de composantes qui conservent leurs personnalités propres, leurs visions de l'avenir, leurs idéologies même, leurs militants et même leurs clientèles, mais qui, apparemment savent s'entendre pour mener la lutte ensemble. Une nébuleuse d'organisations, d'associations, d'ONG constitue les moyens d'action de ce mouvement. Certes il y a de tout dans cette nébuleuse, y compris des ONG qui ne servent que de paravent soit à la corruption affairiste, soit à la pénétration des services israéliens et américains. Mais c'est également cette nébuleuse qui assure la survie quotidienne dans les conditions épouvantables créées par l'agression militaire de l'ennemi. Ces organisations permettent qu'écoles et centres de soins fonctionnent, qu'une production alimentaire de base soit assurée, que sa distribution soit assurée. Doit-on mépriser ce rôle positif ?

